



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement



Protection de la nature et de l'environnement en Languedoc-Roussillon

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées versées aux départementales ou conservées chez les acteurs privés et associations XVIIIe-XXIe siècles

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources

mise à jour le 02/03/26

Paris
2026

Sommaire

Remerciements	6
Avant-propos	7
Introduction	8
Repères bibliographiques	12
1ère partie : Archives publiques	13
<u>Stratégie</u>	13
National	13
Communication	13
Hérault	13
Maîtrise de l'énergie	14
Hérault	14
<u>Agriculture, forêt</u>	17
Agriculture	17
Aude	17
Gard	18
Hérault	20
Forêt	21
National	21
Aude	27
Hérault	29
<u>Construction, sites et paysages</u>	31
Sites	31
National	31
Gard	33
<u>Eau, biodiversité</u>	34
Eau	34
National	34
Aude	34
Gard	35
Hérault	38
Espaces naturels	41
National	41
Gard	46
Hérault	47
Lozère	50
Littoral et milieu marin	53
National	53
Hérault	55
Préservation des espèces animales et végétales	63
Aude	63
Gard	65
Hérault	66
<u>Energie-climat</u>	67
Aude	67

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Gard.....	68
Hérault.....	70
<u>Infrastructures et services de transports.....</u>	71
Gard.....	71
Hérault.....	72
<u>Prévention des risques.....</u>	76
Risques industriels.....	76
National.....	76
Gard.....	77
Hérault.....	78
Risques naturels.....	80
National.....	80
Aude.....	81
Gard.....	82
Hérault.....	83
<u>Sécurité et affaires maritimes.....</u>	86
National.....	86
Gard.....	87
2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement.....	89
<u>Acteurs privés.....</u>	89
National.....	89
Antoine Serge, haut fonctionnaire.....	89
Languedoc-Roussillon.....	96
Binet Eric, haut fonctionnaire.....	96
Hérault.....	99
Le Guillou Madeleine, présidente d'association.....	99
<u>Associations.....</u>	101
National.....	101
Société nationale de protection de la nature.....	101
Aude.....	107
Les Amis de la Nature et des Sites de l'Aude.....	107
Hérault.....	108
Compagnie des Salins du Midi (entreprise).....	108
Société civile des Salins de Villeneuve.....	109
Annexes.....	111
<u>Liste des sigles.....</u>	111
<u>Liste des illustrations.....</u>	113
Archives nationales.....	113
Arrêté préfectoral de la création du parc du Mercantour, 1978.....	113
Entretien d'Eric Binet, Directeur régional de l'environnement Languedoc-Roussillon, 1992-1997.....	114
Archives départementales du Gard.....	115
Beaucaire, le casino dans les inondations [1900-1920].....	115
Alès, vue sur la ville et le Rhône en période de crue [1905]-1911.....	115
Archives départementales de l'Hérault.....	116
Vue de l'inondation de 1907 par l'Hérault à Agde. 1907.....	116
Le Cap d'Agde, Salins de Luno, Brescou. [1907-1930].....	117
<u>Index des institutions et associations.....</u>	118
<u>Index matière.....</u>	120

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

<u>Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées</u>	121
<u>Sites Internet</u>	122

Historique des versions

Version	Date	Commentaires
1	06/04/24	1ère version
2	10/06/24	Ajout des répertoires détaillés d'archives conservées aux Archives départementales de la Lozère
3	17/03/25	Ajout des répertoires détaillés d'archives conservées aux Archives départementales du Gard
4	18/01/26	Mise à jour des index

Suivi par

Patrick CAVALIE - AHPNE
<i>Tél. : 06 80 66 65 03</i>
<i>e-mail: cavalipatrick@gmail.com</i>

Rédacteur

Patrick Cavalié

Relecteur

Archives départementales

Remerciements

Cette conservation patrimoniale ainsi que sa valorisation n'auraient pu se réaliser sans la volonté des Archives départementales de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales

Grâce à cette synergie, les services déconcentrés ministère, préfectures et conseils départementaux ont versé plus de 15 000 dossiers aux Archives départementales.

Avant-propos

Archives publiques

C'est conformément à l'article 213-1 à 3 du Code du Patrimoine qui régit les délais de communicabilité des documents et dans le respect de celui-ci que les archivistes de la mission des archives au sein du ministère de la transition écologique et solidaire œuvrent à la préservation de l'écrit du patrimoine naturel du territoire. De même, les Archives départementales contrôlent et collectent la production des archives émanant des services déconcentrés de l'État.

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) créées en 1958. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplièrent dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Introduction

Pour la 1ère fois, un instrument de recherche présente des sources d'archives historiques publiques mais aussi privées au niveau régional.

Archives publiques

Panorama sur les archives définitives

Le guide présente le catalogue des archives définitives (ou archives d'intérêt historique) issues des services déconcentrés, préfectures et conseils départementaux. Comme cité précédemment, ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives départementales (services déconcentrés).

Périmètre chronologique et administratif¹

C'est donc près de quarante-six années d'inventaires d'archives ministérielles patrimoniales, en lien avec le thème de la protection de la nature et de l'environnement qui sont présentées et répertoriées au sein de ce guide.

En effet, c'est en janvier 1971 que fut créé le ministère de l'environnement, quand Robert Poujade, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est donc une création récente, qui suit la vague de renouveau de l'écologie en 1970 et s'inscrit dans la lignée des mesures de protection de la faune et de la flore de 1957.

Après son départ du gouvernement, il qualifiera alors, dans un livre, son ministère de « ministère de l'impossible ».

La création d'un grand ministère par la fusion de deux fonctions historiquement distinctes, l'écologie et l'équipement ainsi que des services du ministère de l'industrie est décidée par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de sa prise de fonction en mai 2007.

¹ Vous trouverez dans cet ouvrage chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Son but est de créer un grand ministère à confier à un ministre d'État et de respecter ainsi sa signature du «pacte écologique » de Nicolas Hulot qui stipulait la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable. Après un court passage d'Alain Juppé c'est Jean-Louis Borloo qui prend la fonction de « Ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la Mer, chargé des technologies vertes et des négociations sur le climat ».

Parallèlement, de nouveaux services déconcentrés se créent en région et département. En région, les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont issues de la fusion des Directions régionales de l'environnement (DIREN), des Directions régionales de l'équipement (DRE) et des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Elles interviennent dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, de la prévision et de la prévention des risques, de l'énergie, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction, de la mobilité des transports et de leurs infrastructures, ainsi que du logement. En outre mer les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) correspondent aux DREAL de métropole avec en plus les attributions des directions départementales couvrant le périmètre du ministère ainsi que les Direction interrégionales maritimes (DIRM) créées en métropole.

En département, hors mis l'outre-mer, les Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) résultent de la fusion des Directions départementales de l'équipement (DDE), des Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) et des directions départementales des affaires maritimes (DDAM)

Le 14 novembre 2010, lors de la formation du gouvernement de François Fillon, il est rebaptisé « ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ». Jean-Louis Borloo quitte le gouvernement, et est remplacé par Nathalie Kosciusko-Morizet, celle-ci n'a pas le titre de ministre d'État que portaient les précédents titulaires du poste.

Depuis mai 2012, sous la présidence de François Hollande, l'Énergie revient dans les attributions du ministère qui devient « ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ». En juillet 2013, la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) est détachée du ministère de l'agriculture pour être incorporée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le ministre porte les négociations sur le climat dans son intitulé entre 2007 et 2010, et de 2016 à 2017. Le ministère est renommé ministère de la transition écologique et solidaire lors de la nomination du gouvernement d'Édouard Philippe, ses attributions sont globalement conservées mais la DPMA réintègre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il reste chargé de la politique environnementale, de la politique énergétique, de la politique de la mer et des transports.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Vous trouverez donc, à travers ce guide des sources, quarante-six années d'archives des cabinets ministériels illustrant la déclinaison des politiques publiques dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement : maîtrise de l'énergie, les thèmes de l'énergie et du climat, le domaine de l'eau et de la biodiversité, les préservation des espèces animales et végétales, la prévention des risques , l'agriculture et forêt

L'impulsion de ces politiques publiques se faisait par le biais des cabinets ministériels, puis par des directions opérationnelles d'administrations centrales et enfin étaient déclinés localement par les implantations ministérielles régionales ou départementales (directions départementales, directions régionales ...).

Ainsi, tendent à être répertoriées de façon exhaustive :

. les archives des services déconcentrés en charge du domaine de la protection de la nature et de l'environnement de 1971 à 2017. Nous y trouvons aussi des collections antérieures à cette période

Importance matérielle des dossiers Répertoires

A chaque répertoire détaillé sont mentionnés, le service d'origine, les dates extrêmes, la description détaillée, la cote, localisation, conditions d'accès. Un lien dynamique permet d'aller directement sur les sites Internet des Archives départementales².

Ce guide regroupe plus de 3 500 dossiers décrits.

AHPNE

² *Annuaire des Archives départementales* : <https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

Archives privées

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) s'est fixée comme objectif de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête en 2010 auprès des associations, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- Plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Peu de recherche dans le domaine de la protection de l'environnement en France
- Peu de don aux Archives nationales/départementales
- Pas de conservation ni de valorisation des archives dans les associations ?

Afin de répondre à ces questions l'AHPNE a mis progressivement en place une politique de rédaction d'inventaires d'archives³

L'AHPNE a donc réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes ceux concernant le département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire pour cette région.
- de France nature environnement

Ce guide regroupe plus de le descriptif de plus 10 000 dossiers des fonds d'archives d'acteurs privés ou associations de protection de la nature conservés dans leurs locaux.

Patrick Février, Président de l'AHPNE

³ L'ensemble des inventaires sont consultables sur le site Internet <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Repères bibliographiques

Ministère

- Le ministère de l'impossible⁴, Robert Poujade, Paris- Calmann-Lévy, 1975.

Association de protection de la nature

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours , Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969.
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Guides des sources

- Les sources de l'histoire de l'environnement, 3 tomes, [sous la dir. d'Andrée Covo], L', Harmattan, 1999-2003
- Guide des sources sur les archives de l'environnement : « Aperçu des fonds d'archives publiques et privées », Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, 2022⁵

⁴ Consultable <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33608882/f17.image.texteImage>

⁵ Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Le-guide-des-sources-sur-les-archives-de-l-environnement>

1ère partie : Archives publiques

Stratégie

National

Versement 20080062⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-29 : Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). 1950-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Communication

Hérault

Versements 1949 W ; 1985 W⁷

Conseil départemental de l'Hérault

Sommaire

Education à l'environnement, activités de la Maison de l'environnement (MDE), 1992-2009

⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plan-d-action-pour-la>

⁷ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-departemental-de-l-Herault-Education-a-l>

Métrage linéaire: 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Maîtrise de l'énergie

Hérault

Référence

1601W1-1601W84⁸

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon : diagnostics thermiques.

1984-1985

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale Languedoc-Roussillon

Importance matérielle

7 mètres linéaires (84 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de l'Hérault

Localisation physique

Montpellier

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1993

⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Languedoc-Roussillon-diagnostics>

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur les diagnostics thermiques

Référence

1595W1-1595W51⁹

Niveau de description

Sous fonds

Intitulé

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale
Languedoc-Roussillon : fonds régional de maîtrise d'énergie.

1984-1989

Noms des principaux producteurs

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – direction régionale
Languedoc-Roussillon

Importance matérielle

15 mètres linéaires (51 articles)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de l'Hérault

Localisation physique

Montpellier

Conditions d'accès

Librement communicable

Modalités d'entrée

versement en 1993

Historique du producteur

Mode de classement

⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Languedoc-Roussillon-fonds-regional-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

cadre de classement.

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers sur le fonds régional de maîtrise d'énergie.

Agriculture, forêt

Agriculture

Aude

Sous-série 7 M¹⁰

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

Protection des végétaux

Doryphore

7 M 273 Service départemental de défense contre le doryphore.- Instructions, notes, nomination de personnel, correspondance.

1931-1935

Galerie

7 M 274 Destruction du galerie, insecte destructeur de la luzerne.- Correspondance.

1855

Orobranche

7 M 275 Orobranche, plante parasite.- Note du professeur départemental d'agriculture. 1892

Défense de la vigne

Généralités

7 M 276 Subventions pour la défense de la vigne.- Instructions, engagements des dirigeants des syndicats de défense, correspondance. 1908-1911

7 M 277 Lutte contre l'oïdium.- Instructions, correspondance. 1852-1855

7 M 278 Lutte contre les chenilles, parasites de la vigne.- Correspondance. 1856-1957

7 M 279-280 Lutte contre la cochylis, l'endémis, la noctuelle et la pyrale. 1881-1911

7 M 281-282 Lutte contre le black-rot.- Mesures à prendre. 1895-1898

Phylloxéra

¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-de-l-Aude-protection>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Organisation de la lutte contre le phylloxéra

7 M 7 M 285 Comités d'études et de vigilance.- Création, organisation : vœux, délibérations, arrêtés, rapports, correspondance. 1876-1886

7 M 286-287 Service du phylloxéra. 1876-1889

Mesures préventives, traitements

7 M 288 Enquêtes et recherches des points d'attaque du phylloxéra.- Rapports, extraits de plans cadastraux, traitement appliqué, correspondance. 1879-1881

7 M 289-290 Prévention et information. 1874-1878 et s.d

7 M 291-292 Traitement des vignes. 1878-1881

7 M 293-295 Remplacement des cépages. 1878-1918

7 M 296 Arrachage des vignes phylloxérées.- Instructions, correspondance.
1935-1938

7 M 1408 Mise en exploitation agricole de parcelles : instructions, correspondance.
1925-1926

7 M 1409-1411 Protection des végétaux. 1879-1939

Métrage linéaire: 2,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

Gard

Versement 7 M¹¹

Agriculture, eaux et forêts du Gard

Sommaire

Agriculture - 7 M 1-155, 157-458

Généralités - 7 M 1-13

1812-1903

¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-du-Gard-an-VII-1939>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Police rurale - 7 M 14-31

an IX-1933

[...]

Météorologie - 7 M 318-319

1897-1938

Calamités, défense des cultures - 7 M 320-337

1689-1952

Animaux utiles et nuisibles, chasse - 7 M 338-353

an VIII_1939

[...]

Eaux et forêts

Fonds de préfecture - 7 M 459-475, 477-526, 528-614

1791-1939

Fonds de l'inspection générale des eaux et forêts du Gard - 7 M 957-1067, 1069-1178

1862-1934

Métrage linéaire: 120

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1393 W¹²

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Gard

Sommaire

1393 W 1-5: Opérations de remembrement: dossiers administratifs et techniques

1985-1996

¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DDAF-du-Gard-Operations-de-remembrement-1985>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Cotes 2568 W 1-9, 2585 W 1-9¹³

Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts - centre Languedoc-Roussillon

Sommaire

Art 1-18: études et rapports de chercheurs du CEMAGREF non publiés

1980-2008

Métrage linéaire: 2,35

Communicabilité: librement communicable

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

¹³ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-CEMAGREF-Languedoc-Roussillon-1980-2008>

Forêt

National

Versement 19860672¹⁴

Ministère : Agriculture

Direction : Forêt

Sous-direction : Aménagement et équipement forestier

Sommaire

Art 16-22 : Préparation de la loi No 1925 de 1980 sur la forêt : Forêt méditerranéenne : Défrichement, schéma directeur forestier du Languedoc Roussillon, mission interministérielle Méditerranée, 1971-1984.

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20210108¹⁵

Ministère: Agriculture

Direction: forêts

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant l'Aude

20210108/1-20210108/6

¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-et-amenagement-d-espace-naturel-1947>

¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

1899

Périmètre de l'Agly-supérieure

20210108/7-20210108/8

1886-1905

Périmètre de l'Argent-Double

20210108/9-20210108/25

1886-1904

Périmètre de l'Aude inférieure

20210108/26-20210108/32

1887-1899

Périmètre de l'Aude moyenne

20210108/34-20210108/37

1905

Périmètre de l'Orbieu

20210108/38

1905

Travaux de restauration des terrains en montagne dans le département de l'Aude

Métrage linéaire: 0,13 ml

Archives numérisées: 37

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versement 20200055¹⁶

Ministère: Agriculture

Direction: forêts

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant le Gard

20200055/1-20200055/2

1890-1899

Périmètre de la Cèze

20200055/3-20200055/4

Sans date, 1905

Périmètre du Gardon [des Gardons]

20200055/5-20200055/12

1884-1923

Périmètre de l'Hérault

20200055/13-20200055/19

1883-1923

Périmètre de la Dourbie

Métrage linéaire: 0,15 ml

Archives numérisées: 19

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3257>

Versement 20210108¹⁷

Ministère: Agriculture

Direction: forêts

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant l'Hérault

20210083/1-20210083/2

1887-1906

Périmètre de l'Argent-Double

20210083/3-20210083/4

1905

Périmètre de la Cesse Ognon

20210083/5-20210083/8

sans date, 1900-1906

Périmètre de l'Hérault

20210083/9-20210083/11

sans date, 1887-1907

Périmètre de la Lergue

20210083/12-20210083/20

sans date, 1887-1907

Périmètre du Jaur

20210083/21

1905

Périmètre de l'Orb moyen, Série de Saint-Chinian

20210083/21

1905

Périmètre de l'Orb moyen, Série de Saint-Chinian

¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3258>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

20210083/27

1896-1900

Département de l'Hérault : vues diverses

20210083/28

1886-1901

Inventaires

Métrage linéaire: 0,14 ml

Archives numérisées: 27

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20220142¹⁸

Ministère: Agriculture

Direction: forêts

Service de restauration des terrains en montagne

Sommaire

Archives photographiques concernant les Pyrénées-Orientales

20220142/1

Sans date

Périmètre de l'Agly inférieure

20220142/2-20220142/3

Sans date

Périmètre du Sègre

20220142/4 - 20220142/9

¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ministere-de-l-agriculture-archives-3259>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Sans date, 1893-1899

Périmètre de la Têt inférieure

20220142/10-20220142/14

Sans date, 1886-1899

Périmètre de la Têt supérieure

20220142/15

Sans date

Sans légende

Métrage linéaire: 0,39 ml

Conditions d'accès: librement communicable sous réserve du règlement de la salle de lecture

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19970334¹⁹

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêt

Sommaire

Art 4-11 : Forêt méditerranéenne, 1979-1991.

Métrage linaire : 1ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-des-forets-1966-1991>

Aude

Sous-série 7 M²⁰

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

Forêts

7 M 613 Adjudication de divers bois du département de l'Aude devant servir à l'armement des places.- Cahier des charges. 1814

7 M 614 Abandons de coupes, coupes à délivrer en nature, autorisation d'exploiter, coupes extraordinaires.- Arrêtés, délibérations des conseils municipaux, états, correspondance. 1927-1938

CHANTIERS FORESTIERS DE CHOMAGE

7 M 615 Fonctionnement.- Rapports, correspondance. 1937-1938

GESTION FORESTIERE

7 M 1349 Forêts de l'Aude : état statistique des forêts qui présente des bois inconnus à l'administration. 1817

7 M 1350 Forêts domaniales et communales : états récapitulatifs des forêts, de leurs contenances et de leur mode de traitement. 1896-1934

7 M 1351 Statistique forestière : instructions, rapport, états, révision. 1939

7 M 1352 Cantonnement de Carcassonne : tableau statistique. s.d.

7 M 1353 Forêts de protection.- Classement de forêts comme forêts de protections : délibérations du conseil général, des conseils municipaux, états parcellaires, rapports, enquête publique, notifications aux propriétaires, décrets de classement, correspondance. 1925-1930

7 M 1354 Travaux d'aménagement : comptes rendus et propositions. 1882-1934

7 M 1521 Cartes et plans des travaux.- Tenues et mises à jour : instructions. 1927-1939

7 M 1522 Travaux effectués par des entreprises.- Réglementation : circulaires, correspondance. 1921-1939

7 M 1523 Cantonnement de Lagrasse : registre journal des opérations et travaux sur le terrain et au cabinet. 1er juillet 1914-12 mai 1938

²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-de-l-Aude-gestion>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

7 M 1524 Défrichements, élagages : instructions, états annuels, rapports, correspondance. 1845-1935

7 M 1525 Règles pratiques de reboisement.- Plantations et semis à demeure : note. 1933

7 M 1526 Travaux d'améliorations dans les forêts et séries domaniales exécutés par les brigadiers et gardes : instructions, états des travaux, rapports, correspondance, états récapitulatifs des rémunérations. 1904-1939

7 M 1527 Travaux exécutés à l'aide de fonds mis en charge sur les coupes : procès-verbaux de réception, feuilles de journées. 1911-1933

7 M 1528 Résultats des semis à demeure de sapin, de cèdre et de chênes verts.- Brigade de Davejean et Lagrasse : cahiers navettes, états. 1932-1936

7 M 1529-1531 Reboisements facultatifs. 1933-1938 et s.d.

7 M 1532 Chantier de plantation au préventorium de Port-la-Nouvelle : états des travaux en régie, comptabilité, rapports, correspondance. 1937-1939

7 M 1533 Terrains reboisés.- Dégrèvements d'impôts : notes. 1931-1940

Incendies de forêts

7 M 616-618 Incendies de forêts. 1909-1939

7 M 1693-1694 Organisation de la lutte contre les incendies, écobuage, classements des forêts exposées aux risques d'incendie. 1900-1940

7 M 1695* Statistiques des incendies.- Enregistrement : lieu, nature des peuplements, date, étendue brûlée, causes. 1918-1936

Incendies de forêts.- Etats, bulletins de renseignements, rapports, comptes rendus, correspondance.

Forêts communales

7 M 2079-7 M 2606: gestion 1811-1966

Gestion des forêts privées

7 M 2607-7 M 2618 : gestion et surveillance 1829-1940

Restauration de terrains de montagne

7 M 2619- 7 M 3485 Gestion, acquisition 1814-1961

Métrage linéaire: 143

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

Hérault

Cotes : 619 W art. 5-58 ; 728 W art. 1-34 ; 767 W art. 1-27 ; 836 W art. 1-8 ; 869 W art. 1-5 ; 1042 W art. 2-38 ; 1335 W art. 46-149 ; 1438 W art. 1-7 ; 1532 W art. 10-39 ; 1542 W art. 1-24 ; 1632 W art. 1-143 ; 1745 W art. 1-34 ; 1754 W art. 1-134 ; 1861 W art. 1-26 ; 1862 W art. 1-61 ; 1863 W art. 1-58 ; 1864 W art. 1-11 ; 1971 W art. 1-72 ; 2044 W art. 1-23 ; 2090 W art. 1-13 ; 2096 W art. 1-125²¹

Direction régionale Languedoc-Roussillon de l'Office nationale des forêts

Sommaire

Administration générale. Législation et réglementation. Domaine de l'État, des collectivités et des particuliers - gestion foncière. Gestion technique de la forêt. Fonctionnement et travaux. Produits de la forêt : exploitation, commercialisation. Politique en matière agricole, forestière et d'environnement. Finances. Documentation technique

1823-2003

Métrage linéaire: 40,60

Communicabilité: librement communicable

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versement 2409 W²²

Délégation interrégionale Sud-Est de l'inventaire forestier national

Sommaire

Art 1-6: Tableaux d'assemblage des photographies aériennes. Béziers, Agde. Meyrueis, Le Caylar. Stéréoscope permettant de visionner les photos en relief.

Métrage linéaire: 0,30

Communicabilité: librement communicable

²¹ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-ONF-Languedoc-Roussillon-1823-2003>

²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-inventaire-forestier-national-Sud-Est-1963-1965>

*Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Languedoc-Roussillon*

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Construction, sites et paysages

Sites

La Loi des 21-24 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique, à l'initiative de Charles Beauquier, est la première loi sur la protection des sites naturels, des paysages et des monuments naturels en France. Une loi qui sera abrogée et remplacée par la loi du 2 mai 1930.

Sous la dénomination d'espaces protégés étaient regroupés d'une part les sites protégés (loi du 2 mai 1930), d'autre part les constructions en abords de monuments historiques et les secteurs sauvegardés (lois des 25 février 1943 et 4 août 1962). Ces attributions ont relevé de l'Éducation nationale puis de la Culture jusqu'en 1978 ; la réorganisation de 1995 les a partagés entre la l'Environnement (pour les sites) et la Culture (pour le reste).

Les espaces protégés ont formé de 1978 à 1995 une sous-direction, sous des dénominations diverses (en 1978 sites et espaces protégés, en 1985 mise en valeur et protection des espaces).

National

Versement 19890126²³

Ministère: Culture

Direction: Architecture

Sous-direction: Sites, espaces protégés

Sommaire

Art 1-21 : Commission départementale des sites :

Chantiers intellectuels, représentants du ministre, inspecteurs par département, lignes électriques par département,

procès-verbaux commission départementale des sites par département, procès-verbaux commission supérieure des sites, 1930-56

Art 21-24 : Périmètres surveillés, classés par département et commune, 1942-43

Art 25-128 : Sites. Avis et rapports, dossiers classés par département et commune, 1908-73

²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Ministere-Culture-Commission-departementale-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Art 129-140. Affichage : Généralités et dossiers par département, composés de : Généralités, réglementation et cas par commune, 1911-70

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090321²⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-11 : sites classés et inscrits : fiches cartographiques sous forme de calque comportant un croquis de délimitation du site et un extrait de décret ou arrêté de création du site (classement par département) , 1942-1980

20090321/1/17-20090321/1/31, Aude (1942-1980)

20090321/5 Gard, Hérault. Années 1970

20090321/7: Lozère, années 1970

20090321/8: Pyrénées-Orientales. Années 1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-sites-classes-et>

Gard

Versement 1603 W²⁵

Préfecture du Gard

Relations avec les collectivités territoriales - environnement

Sommaire

Art 1-95 : Travaux en sites classés, projets d'aménagements soumis à l'obtention d'une dérogation préfectorale, mise en œuvre du réseau écologique européen Natura 2000 (1912-2013)

Métrage linéaire : 9,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1135 W²⁶

Préfecture du Gard

Sommaire

1135 W 1-48

Travaux sur sites protégés, affichage publicitaire, sites dont parc national des Cévennes, réserve naturelle des gorges de l'Ardèche

1943-1991

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-prefecture-du-Gard-Travaux-en-sites-classes-1912>

²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-sites-proteges-1943-1991>

Eau, biodiversité

Eau

National

Versement 19850439²⁷

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 9-22 : Brochures : bulletin de l'association internationale permanente des congrès de navigation (AIPCN),

annuaires hydrologiques (Rhône, **Méditerranée**, **Corse**, Bretagne, Artois, Picardie, nord), exploitation du réseau hydrologique de base du bassin Rhône Méditerranée Corse, réseau d'études hydroclimatologiques et d'annonce des crues (subdivision hydraulique de **Nîmes**), cahiers océanographiques

1960-1980

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Aude

Sous-série 7 M²⁸

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

Service hydraulique

7 M 16 Service hydraulique des départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude.-

Situation du Service hydraulique de l'Aude : rapports annuels présentés au Conseil général

²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-commission-de-l-eau-inondations-1937-1980>

²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-de-l-Aude-hydraulique>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

1849-1850

7 M 560-562 Hydraulique agricole. 1848-1870

7 M 563-564 Travaux du service hydraulique. 1857-1859

Métrage linéaire: 0,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

Gard

Versement 1754 W²⁹

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service grands ouvrages hydrauliques

Sommaire

Art 1-1512 : Barrages, hydrologie, (1935-2000)

Métrage linéaire : 150

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Service-grands-ouvrages>

Versement 1808 W³⁰

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service eaux et risques

Sommaire

Art 1-353 : Inondations ; études hydrauliques et travaux de protection ; Alimentation en eau potable et assainissement ; Installation classée pour la protection de l'environnement (1952-2019)

Métrage linéaire : 35

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1219 W

Associations syndicales autorisées du Gard

Sommaire

Art 1-74 : Agriculture et hydraulique, associations syndicales autorisées du Gard : activités, 1835-1992

Métrage linéaire : 5.85

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Inondations-etudes-hydrauliques-et>

Versement 7 S³¹

Préfecture du Gard

Sommaire

7 S 1-616

Fonds de la préfecture

Le Rhône et affluents, rivières et ruisseaux, sources, amélioration agricole, assainissement

Fonds de l'ingénieur en chef

généralités, fleuves et cours d'eau, projets d'adduction d'eau

1742-1947

Métrage linéaire: 60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-hydraulique-du-Gard-fleuves-et-cours-d>

Versement 1407 W³²

Conseil général du Gard

Sommaire

1407 W 1-71: barrages non réalisés

1936-1981

Métrage linéaire: 9,70

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Versement : 2439 W³³

Conseil supérieur de la pêche

Sommaire :

Art 1-341 : Coordination administrative. Mission à caractère nationale. Activités techniques. Prélèvements de terrain et analyses de laboratoires. Surveillance et protection des milieux aquatiques. Police de l'eau. Contrôle des usages : police administrative. Appui technique aux politiques de l'eau. Etudes ou expertises programmées et/ou commandités par des tiers

1952-2009

Métrage linéaire : 34

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conseil-general-du-Gard-barrages-non-realises>

³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-conseil-superieur-de-la-peche-1952-2009>

Cotes : 7 S 1-920³⁴

Préfecture de l'Hérault, bureau des Ponts et Chaussées

Sommaire

Art 1-920: Service hydraulique. Syndicats, associations syndicales: irrigation, assainissement, assèchement

(1725-1972)

Métrage linéaire: 67

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versement 1180 W³⁵

Service spécial d'aménagement hydraulique du Bas-Rhône Languedoc

Sommaire

Art 1-169: Aménagement hydraulique du Bas-Rhône Languedoc: assainissement de terres, irrigation, reboisement de zones, qualité des eaux, mise en valeur de zones agricoles, exploitation et auscultation d'ouvrages et d'infrastructures et projets de travaux (tronçons de canal, barrages de Mialet, de Saint-Guilhem, du Salagou), fleuves côtiers (Vidourle, Gardon,...). De nombreux plans sont conservés dans les dossiers de projets., 1954-1981

Métrage linéaire: 39,89

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-hydraulique-1725-1972>

³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-hydraulique-du-Bas-Rhone-Languedoc>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versements 1985 W ; 2283 W³⁶

Conseil départemental de l'Hérault

Sommaire

Gestion des ressources en eau, assainissement, gestion et aménagement des cours d'eau et des plans d'eau, connaissance de l'eau et des milieux aquatiques

1908-2010

Importance matérielle (ml) : 1,5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

³⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Conseil-departemental-de-l-Herault-gestion-des>

Espaces naturels

National

Versement 20070642³⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

20070642/1-4, 20, 25-26, 31 : Séances du Conseil national de la protection de la nature (CNP) : Tourbière de Pionet (Aude), Tourbière de Pinet (Aude et Ariège), complexe lagunaire de BagesSigeon (Aude), réserve naturelle géologique Grotte du TM 71 (Aude), Protection des marais de Vauvert (Gard), domaine de la Baume (Gard), Gorges de l'Ardèche (Ardèche et Gard), réserves biologiques Massif du Caroux (Hérault), classement du parc de Coulondres en réserve naturelle (Hérault), classement du parc de Coulondres en réserve naturelle Saint-Gely-du-Fesc (Hérault), réserve naturelle de Roque-Haute (Hérault), site de l'Estagnol, de la Madeleine et du Creux de Miège (Hérault), Réserve naturelle du Creux de Miège (Hérault), réserve naturelle de Roquehaute (Hérault), réserve naturelle de Bagnas (Hérault), réserve naturelle de l'Estagnol, parc national des Cévennes (Lozère), réserve naturelle sous-marine à Cerbère (Pyrénées-Orientales), étang du Canet (Pyrénées-Orientales), réserves naturelles Py et Mantet (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de la forêt de la Massane (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de Prats de Mollo (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de Mas Larrieu (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de la vallée d'Eyne (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle du Val de Galbe (Pyrénées-Orientales), réserve de la Massane (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle de Nohèdes (Pyrénées-Orientales), réserve naturelle nationale de Jujols (Pyrénées-Orientales)
1951-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 0,8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseil-national-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versement 20080058³⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-4 : Réserves naturelles (RN) : législation, méthodologie, synthèses de gestion et études. 1976-2004

Art 4 (suite)-5 : Espaces naturels, réserves naturelles : gestion, études (classement par département), 1985-2000

Art 6-10 : Réserves naturelles volontaires (RNV) : création et gestion (classement par département), 1997-2000

Art 10 (suite)-12 : Protection de biotope : législation, décisions, arrêté de protection de biotope (APB) (classement par département), 1975-2005

Art 12 (suite) : Réserves biologiques domaniales (RBD) et non domaniales, forêts biologiques domaniales (FBD) : arrêtés d'aménagement, 1979-1987

Art 13-156 : Réserves naturelles : textes de classement, consultations locales et nationales, études, enquêtes, plans, cartes, contentieux (classement par département), 1962-2002

Art 157-159 : Réserves naturelles : projets de classement.(classement par département), 1973-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 159

Métrage linéaire : 53.00 ml (159 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reserves-naturelles-1973>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versement 20130453³⁹

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Base Océanologique de Méditerranée

Art 1 : Historique et fonctionnement, 1971-1979

Art 2-3 : Contrats CNEXO physiologie hyperbare, 1971-1985

Art 4-5 : Piles à combustibles COMEX/CNEXO, 1979-1983

Art 6 : Services des engins – STSM et STEP, 1971-1977

Art 7 : Commandes et contrats, 1962-1982

Art 8-15 : Robotique sous marine, 1986-2001

Art 16-27 : Archimède, 1952-1983

Art 28-41 : Archimède, 1963-1991

Art 42-48 : PLA2 6000, 1981-1985

Art 49-58 : SAGA, 1968-2001

Nombre d'articles : 58

Métrage linéaire : 18 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Base-Oceanologique-de-Mediterranee-1952>

Versement 19880603⁴⁰

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

Introduction

Créé par la loi 75-602 du 10 juillet 1975 et le décret 75-1136 du 11 décembre 1975, le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres est un établissement public à caractère administratif chargé de "mener, dans les cantons côtiers et les communes riveraines des lacs et plans d'eau d'au moins 1000 m², une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique".

Doté des moyens juridiques et financiers nécessaires à la réalisation de ces objectifs, le Conservatoire acquiert des espaces de nature à titre gratuit (par donation ou legs des particuliers) et surtout à titre onéreux (par négociation amiable, préemption ou expropriation) grâce à la subvention budgétaire annuelle que l'Etat lui octroie et aux concours que lui apportent les départements et les établissements publics régionaux.

Le Conservatoire organise ensuite la gestion de ces immeubles, classés dans son domaine propre ce qui les rend quasiment inaliénables, dont il faut, outre les garantir contre la construction, empêcher la dégradation, maintenir les écosystèmes, protéger la qualité et la richesse de la couverture végétale, conserver l'harmonie des paysages.

Ce versement est constitué des acquisitions de terrains faites par le Conservatoire entre 1975 et 1988, classées par conseil de rivage, département, site puis vente.

Ces dossiers contiennent la préparation de l'acte de vente (délibérations du conseil municipal, conseil de rivage, conseil d'administration du Conservatoire ; projets successif d'acte de vente et original de l'acte signé devant notaire ; enfin inscription de la vente aux hypothèques et au Tableau général des propriétés de l'Etat) et son règlement financier (autorisation de programme, crédits de paiement).

Les ventes n'ayant pas abouti sont regroupées dans les dossiers intitulés "dossier général département"

⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art. 34 à 42 (86 AJ BIS 1416 à 1424) : Méditerranée

Art 34 - 36 (86 AJ BIS 1416-1418) : Aude

Art 38 (86 AJ BIS 1420) : Gard

Art 38 - 40 (86 AJ BIS 1420-1422) : Hérault

Art 41 (86 AJ BIS 1423) : Pyrénées-Orientales

Art. 51 - 52 (86 AJ BIS 1433-1434) : Expropriations

Art 52 (86 AJ BIS 1434) : Hérault

1976-1988

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1,20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Gard

Versement 1603 W⁴¹

Préfecture du Gard

Relations avec les collectivités territoriales - environnement

Sommaire

Art 1-95 : Travaux en sites classés, projets d'aménagements soumis à l'obtention d'une dérogation préfectorale, mise en œuvre du réseau écologique européen Natura 2000 (1912-2013)

Métrage linéaire : 9,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1758 W⁴²

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Sommaire

Art 1-57 : espaces naturels sensibles départementaux, gestion et réhabilitation (1985-2017)

Métrage linéaire : 6

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁴¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-Travaux-en-sites-classes>

⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-espaces-naturels-sensibles>

Versement 1874 W⁴³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie

Sommaire

1874 W 1-229: Parc national des Cévennes ; Houillères de Bassin du Centre et du Midi (HBCM), unité d'exploitation du Gard ; Environnement, santé et risques ; Développement économique - (1890-2011)

1890-2011

Métrage linéaire: 24,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Versement 934 W⁴⁴

Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen

Sommaire

Art 1-69 : Généralités. Conception de l'opération, actions préalables et aménagements. Développement du tourisme. Protection de l'environnement

1964-1983

Métrage linéaire : 7

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DREAL-Occitanie-Parc-national-des-Cevennes>

⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-pour-la-protection-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versement 2582 W⁴⁵

Atelier technique des espaces naturels

Sommaire

Art 1-44 : Création. Fonctionnement. Partenariats. Stages et formations. Publications
1979-2018

Métrage linéaire : 4,40

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁴⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Atelier-technique-des-espaces-naturels-1979-2018>

Versement 2581 W⁴⁶

Parcs nationaux de France

Sommaire

Art 1-26: Réunions du Conseil d'administration. Recueil des actes administratifs. Études

2007-2016

Métrage linéaire: 2,60

Communicabilité: Librement communicable

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Cotes : 104 W art. 1-144 ; 1163 W art. 1-205 ; 1351 W art. 1-1093 ; 1621 W art. 1-57 ; 2338 W art. 1-7⁴⁷

Agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon

Sommaire :

Fonctionnement de l'Agence. Conception de l'opération, actions préalables et aménagements. Infrastructures et équipements. Développement du tourisme. Protection de l'environnement (littoral, étangs et zones humides, arrière-pays). Documents photographiques, plans

1941-1989

Métrage linéaire : 75 ml

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁴⁶ <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Parcs-nationaux-de-France-2007-2016>

⁴⁷ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-touristique-du-Languedoc>

Lozère

Cotes extrêmes : 1894 W 1-25⁴⁸

Nom du producteur

Parc national des Cévennes

Présentation du producteur

Le parc national des Cévennes est un parc national français créé le 2 septembre 1970, couvrant la région naturelle des Cévennes et situé principalement dans les départements de la Lozère, du Gard et de l'Ardèche. Il s'étend donc sur deux régions : l'Occitanie et l'Auvergne-Rhône-Alpes. Son siège se trouve à Florac, dans le château éponyme.

Le parc national des Cévennes présente plusieurs particularités qui le distinguent des autres parcs nationaux français : c'est le seul parc national français situé en moyenne montagne, et c'est le seul parc national métropolitain dont le cœur est habité et exploité par des résidents permanents.

Les patrimoines naturel et culturel des Cévennes sont connus au moins depuis le XIXe siècle, grâce à des auteurs comme l'écossais Robert Louis Stevenson qui participent à la notoriété de la région, grâce à la publication de son ouvrage Voyage avec un âne dans les Cévennes en 1879, récit de son voyage de 12 jours et 195 km à travers la Lozère et le Gard.

En 1913, le spéléologue Édouard-Alfred Martel, un des pères de la spéléologie moderne publie un article dans la revue Montagne, où il propose de classer en parc national une zone comprenant les gorges de la Borne en Ardèche et une grande partie des Causses Noir et Méjean. Le Club Cévenol et d'autres associations constituées à la fin du XIXe siècle réclamèrent également la création d'un parc national afin de préserver le patrimoine de la région. Face à l'exode rural massif que connaît la région, le Conseil général de la Lozère relancera cette idée après la Seconde Guerre mondiale en 1956.

En 1957, l'« Association du Parc National Culturel des Cévennes » est créée de la fusion de deux groupes porteurs du projet de création du Parc national : l'« association du Parc Cévennes-Lozère » créée en 1953 et animée par Maître Bieau, avoué à Florac puis à Mende, et la « Confrérie des Amis des Sources », créée en 1955 par deux notables locaux, les Docteurs Pellet et Richard.

Lors de la rédaction du projet de loi sur les parcs nationaux français de 1960, l'association du Parc national culturel des Cévennes va jouer le rôle d'un groupe de

⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-parc-national-des-Cevennes-1905-1969>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

pression afin de s'assurer que les spécificités du territoire des Cévennes seront prises en compte ; alors que les autres parcs nationaux n'ont pas de population permanente résidente en zone centrale, l'association tient à s'assurer que la présence de résidents permanents de la future zone centrale du parc des Cévennes ne nuira pas au projet de création du parc.

Après avoir défendu le projet de parc auprès des décideurs nationaux, et présenté aux habitants locaux les bénéfices retirés d'une structure telle qu'un parc national pour lutter contre le dépeuplement des Cévennes, le Conseil national de la protection de la nature émettra un avis favorable à la création du parc national des Cévennes le 7 novembre 1962.

Le parc national des Cévennes sera officiellement créé par le décret n°70-777 du 2 septembre 1970. C'est le quatrième parc national à voir le jour depuis la loi de 1960 instituant les parcs nationaux en France, après celui de la Vanoise, le parc national de Port-Cros et le Parc national des Pyrénées-Occidentales.

Le parc national des Cévennes est géré par un établissement public, placé sous la tutelle du ministère français de l'Environnement. La gestion du parc est assurée par un conseil d'administration. Le conseil est aidé dans sa tâche par un conseil scientifique et par différentes commissions spécialisées, dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, de l'architecture, de la cynégétique, de l'eau et des milieux aquatiques, du tourisme, de la culture, des relations internationales. Le directeur qui applique les décisions du conseil et gère l'établissement anime une équipe d'agents de terrain et de personnels des services spécialisés

Sommaire

Organisation du parc : fonctionnement

Dates extrêmes

1905-1969

Lieu de conservation

Archives départementales de la Lozère

Versement 1875 W⁴⁹

Parc national des Cévennes

Sommaire

1875 W 1-17644: création, gouvernance, activité

1965-2015

Métrage linéaire: 17

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de la Lozère

⁴⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Parc-national-des-Cevennes-fonctionnement-1965>

Littoral et milieu marin

National

Versement 19880603⁵⁰

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art 34-46 : Méditerranée

1976-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁵⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

Versement 20090381⁵¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-42 : organisation administrative : Conseil national de la protection de la nature (CNP). 1979-2007 ; comité interministériel, Direction de la nature et des paysages (DNP), Direction régionale de l'environnement (DIREN). 1993-2004 ; associations, établissements publics. 1995-2007 ; coopération internationale. 1976-2000. 1976-2007

Art 43-50 : législation et réglementation générales : code de l'environnement, textes législatifs. 1976-2005

Art 51-100 : agriculture, biodiversité : Natura 2000/agriculture et biodiversité, agriculture et environnement. 1987-2006 ; inventaire des richesses naturelles, gestion du patrimoine naturel, programme environnemental, fiscalité de l'environnement, biocarburants. 1969-2007. 1967-2007

Art 101-282 : milieux aquatiques : politique et gestion de l'eau, gestion des ressources aquatiques. 1988-2004 ; qualité des eaux, dossier toxicologie, plantes aquatiques. 1983-2004 ; cours et plans d'eau : gestion des milieux naturels et fluviaux, gestion des cours et plans d'eau, domaine public fluvial (DPF), entretien des cours d'eau, EDF/surveillance de l'environnement, travaux de restauration, zones inondables. 1983-2007 ; Plan Loire. 1987-2006 ; littoral : protection du littoral, Mont Saint-Michel. 1966-2004 . 1966-2007

Art 283-780 : espaces naturels protégés : documents généraux, gestion des espaces naturels, Natura 2000, agendas locaux. 1976-2006 ; zones humides : Natura 2000, RAMSAR. 1977-2005 ; réserves naturelles : Natura 2000, forêts, sites en milieux ouverts, sites classés, réserves naturelles. 1972-2006 ; parcs naturels nationaux et régionaux. 1968-2006. 1968-2006

Art 781-820 : aménagement du territoire : plan de développement durable, gestion des territoires, terroirs et environnement. 1992-2004 ; territoires ruraux : Natura 2000 et développement des territoires ruraux. 1991-2007. 1991-2007

⁵¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-espaces-naturels-Natura>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 820

Métrage linéaire : 71 ml (218 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840111⁵²

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)
Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace méditerranéen

Sommaire

Art 1-11 (86 AJ bis 00232-00242). Aménagement du territoire : Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen. Activités : Dossiers, 1972-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Hérault

Cote : 1103 W⁵³

Importance matérielle (ml) : 77,57 ml

Dates : 1963-1980

Présentation du producteur

Après quatre ans de réflexion menée notamment par le ministre de la Construction Pierre Sudreau, l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon est décidé par le gouvernement de Georges Pompidou le 18 juin 1963.

Le décret 63-580 du 18 juin 1963 entérine la création de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon dont l'objectif est "d'assurer dans les quatre départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales la coordination des actions entreprises pour l'aménagement touristique du

⁵² Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_021162

⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-du-littoral-du-Languedoc-Roussillon>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

littoral du Languedoc-Roussillon" (décret n°63-580, art 1). Le gouvernement veut alors apporter à l'économie de la région, déséquilibrée par la prédominance de la viticulture, d'autres activités, notamment celles liées au tourisme. "La Mission est chargée de définir le programme général d'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon, d'en déterminer les moyens d'exécution et d'en suivre la réalisation par l'Etat, les collectivités locales et par tout organisme public ou privé agissant avec l'aide de l'Etat ou son contrôle". (décret 63-580, art 6).

La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est la première "Administration de mission" créée en France, responsable unique de l'opération dont elle est chargée. Elle relève directement du Premier ministre et dispose d'une liberté très grande, notamment dans l'utilisation des moyens financiers très importants dont elle bénéficie. Elle joue, à l'égard de tous les acteurs qui y participent, administrations ordinaires de l'Etat, collectivités locales et entreprises privées, le rôle de chef de file.

Dès l'origine, la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est présidée par le conseiller d'Etat Pierre Racine. Elle siège dans les locaux de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) sis à Paris. La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est représentée localement par le Service régional d'études de la Mission à Montpellier.

Les grands travaux incombant à l'Etat (routes, ports, boisement) sont étudiés par les différentes administrations, décidés par la Mission interministérielle mais toujours réalisés par l'administration compétente sur des crédits délégués par la Mission. L'aménagement des stations nouvelles (équipement et vente des terrains aux constructeurs) est concédé par l'Etat et les communes concernées aux départements qui ont eux mêmes délégué leur responsabilité à des sociétés d'économie mixte. La Mission exerce alors un contrôle administratif et financier sur ces différentes sociétés d'économie mixte dont elle oriente et soutient l'action.

Les quatre sociétés d'économie mixte créées en 1964 sont :

- la Société d'Aménagement du Département de l'Hérault (SADH), responsable de l'aménagement de la Grande-Motte et de Carnon ;
- la Société d'équipement du Biterrois et de son Littoral (SEBLI) pour le Cap-d'Agde ;
- la Société d'Economie Mixte d'Equipement et d'Aménagement de l'Aude (SEMEAA) pour les stations audoises de Gruissan et Port-Leucate ;
- la Société d'Etudes et d'Aménagement des Pyrénées-Orientales (SEMETA) pour Port-Barcarès.

Par ailleurs, la Mission interministérielle a développé l'action d'un organe de coordination interdépartementale dans le domaine particulier de la démoustication : l'Entente interdépartementale pour la démoustification (EID).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

La Mission Racine, créée au départ par une durée de trois ans a été régulièrement prorogée pour prendre fin le 31 décembre 1982.

Présentation du contenu

Les documents conservés dans ce fonds reflètent plus particulièrement l'aspect politique et décisionnel, ce qui constitue son principal intérêt. Dans la première partie du plan de classement intitulé "Fonctionnement de la Mission", le chercheur pourra trouver des dossiers concernant l'origine du projet et la création de l'institution ainsi que la désignation et la composition de ces membres. Le fonctionnement proprement dit de la Mission est reflété par les comptes-rendus de réunion (1963-1980) mais également par de nombreuses notes rédigées à la fois par le service parisien et l'antenne régionale de Montpellier concernant les activités mais également l'évolution des chantiers. Une correspondance importante couvrant pratiquement l'ensemble de la période de vie de la Mission (1963-1979) complète cette présentation. Ce fonds explique et complète celui du service régional du service d'études de la mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, Montpellier, constitué notamment de dossiers illustrant les activités de terrains : documents d'urbanisme, dossiers de grands travaux et d'aménagements routiers, assainissement du littoral et des étangs (démoustication), développement des stations touristiques.

Cotes : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W ; 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W Préfecture de l'Hérault - Environnement, risques naturels et technologiques (1941-2013) 1941-2013 ⁵⁴

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-littoral-1941-2013>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral", études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Cote : 931 W art. 3-372 ; 932 W art. 1-96 ; 933 W art. 1-29 ; 1007 W art. 1-488 ; 1219 W art. 1-6 ; 1424 W art. 1-174 ; 1583 W art. 1-163 ; 1621 W art. 1-57⁵⁵

Importance matérielle (ml) : 91,73 ml

Dates : 1961-1989

Nom du producteur

Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon -
Antenne de Montpellier

Présentation du contenu

Les archives du service régional d'études de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon illustrent parfaitement les activités de terrain dudit service ; elles reflètent également les rapports que le service régional d'études entretient avec ses partenaires, notamment l'agence pour l'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon (qui deviendra à partir de 1977 agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon) mais aussi les différentes sociétés d'économie mixte, organismes de terrain chargés de mettre en œuvre la politique définie par la Mission interministérielle.

Ce fonds contient tous les comptes rendus de la Mission interministérielle ainsi que ceux de l'agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du littoral.

⁵⁵ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-du-littoral-du-Languedoc>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Le chercheur trouvera de nombreux documents d'urbanisme (schéma directeur d'aménagement du littoral, plan d'urbanisme directeur (PUD), plans d'occupation des sols (POS) mais aussi les dossiers d'acquisition foncières, préalables aux aménagements des stations touristiques.

Le fonds comprend également les dossiers de grands travaux tels que les aménagements routiers, l'assainissement du littoral et des étangs (opérations de démoustication), de nombreux dossiers relatifs à l'implantation des campings, au développement d'un habitat de loisirs ainsi qu'à la création des ports de plaisance. Ce fonds compte de nombreux documents iconographiques intéressants : des clichés pris avant, pendant et après les travaux permettent de suivre l'évolution des opérations d'aménagement. Le chercheur trouvera également des photographies de diverses inaugurations, notamment celles du voyage du général De Gaulle sur le littoral le 24 octobre 1967.

L'ensemble de ce fonds couvre la période d'activité de la Mission Racine La Mission interministérielle étant également chargée d'assurer la protection des sites et paysages, le chercheur pourra trouver de nombreux dossiers relatifs à la protection de l'environnement : classement des sites.(1963-1982).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Versements 2082 W ; 2223 W⁵⁶

Conseil général de l'Hérault

Organismes partenaires de l'Entente interdépartementale de démoustication

Sommaire

Dossiers du Centre d'études pour la protection du littoral (CEPREL), Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon (COSEL), Institut des aménagements régionaux et de l'environnement (IARE). 1981-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁵⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Entente-interdepartementale-de-demoustication>

Lieu de conservation:Archives départementales de l'Hérault

Versements 1026 W ; 1305 W ; 2082 W ; 2223 W⁵⁷

Conseil général de l'Hérault

Entente interdépartementale de démoustication

Sommaire

Dossiers de l'Entente interdépartementale de démoustication: missions et activités, 1909-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Versements 1203 W ; 1527 W ; 1876 W ; 1904 W ; 2326 W ; 2329 W ; 2501 W ; 2503 W ; 2551 W ; 2553 W⁵⁸

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

Sommaire

Le fonds du Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon présente un intérêt sur le plan historique et touche à plusieurs domaines de politiques publiques. Il retrace l'histoire de l'aménagement du littoral languedocien après la Seconde Guerre mondiale. Il présente une documentation riche pour ce qui a trait à l'histoire de l'établissement des politiques environnementales (assainissement, protection du littoral, régénération des étangs, surveillance sanitaire) au XXème siècle. Le service des phares et balises nous renseigne sur le balisage de la cote et sur l'évolution des techniques propres à ce balisage.

⁵⁷ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Entente-interdepartementale-de-demoustication-2349>

⁵⁸ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Service-maritime-et-de-navigation-du-Languedoc>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Le fonds fournit également des informations économiques et sociales, notamment sur l'activité portuaire (commerce et plaisance) de la cote languedocienne. Il renseigne sur les activités économiques liées au littoral : pêche, conchyliculture, commerce maritime, tourisme. Celles-ci sont en rapport aussi avec le développement des voies d'eau, en particulier le canal du Rhône à Sète.

A noter la présence dans le fonds d'une photothèque du service communication avec près de 44.000 vues permettant de documenter les missions du SMNLR.

1865-2008

Importance matérielle (ml) : 110 ml. La photothèque (2501W ; 2502W ; 2503 W ; 2763W) comporte environ 44.000 vues.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

Série 4 S⁵⁹

Préfecture de l'Hérault

Sommaire

4 S 1-823: évolution des ports du littoral héraultais et gardois, 1663-1971

Importance matérielle (ml) : 80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁵⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Herault-evolution-des-ports-du>

Versement 2008 W⁶⁰

Conseil général de l'Hérault

Sommaire

Gestion des ports, travaux d'aménagements portuaires, développement des filières d'activités maritimes : pêche, conchyliculture,

1974-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁶⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-general-de-l-Herault-gestion-des-ports>

Préservation des espèces animales et végétales

Aude

Sous-série 7 M⁶¹

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

CHASSE ET FAUNE SAUVAGE

7 M 1628 Chasse : instructions générales. 1902-1943

7 M 1629 Chasse, pêche et animaux nuisibles.- Vœux du Conseil Général et des Conseils d'arrondissement : Vœux, rapports, correspondance. 1923-1939

7 M 1630/1-14 Ouverture et clôture de la chasse, divagation des chiens.- Arrêtés préfectoraux : Affiches. 1912-1939

7 M 1631 Affermage aux sociétés de chasse : instructions, correspondance. 1910-1937

7 M 1632-1633 Droit de chasse dans les forêts domaniales.- Amodiations. 1919-1940

7 M 1634 Droit de chasse dans les forêts domaniales d'Auriac et de l'Orme-Mort.- Cessions de bail de chasse : acte de cession, correspondance. 1931

7 M 1635-1636 Droit de chasse dans les séries domaniales du cantonnement de Lagrasse.- Adjudication. 1913

7 M 1637-1638 Droit de chasse dans les séries domaniales de Tuchan.- Adjudications.

1912-1913

7 M 1640 Droit de chasse dans les forêts communales.- Location : rapports, baux de location. 1933-1939

7 M 1641-1642 Chasse au gibier d'eau sur la rivière d'Aude.- Adjudications. 1903-1939

7 M 1647 Animaux nuisibles, lapins, renards et sangliers.- Destruction : demandes, réclamations, instructions, arrêtés, rapports, correspondance. 1908-1940

7 M 1648-1649 Animaux nuisibles.- Destruction. 1919-1939

7 M 1650 Battues.- Demandes d'autorisation, réclamations : arrêtés, rapport, correspondance. 1931-1939

⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-de-l-Aude-chasse>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Associations de chasse

7 M 1651 Subventions accordées aux sociétés de chasse sur les produits des jeux : demandes, bilans, rapports, états, correspondance.- Fédération audoise de

chasse, pêche et agriculture (1923-1940) ; Saint-Hubert Club Narbonnais (1932-1934) ; Union cynégétique des propriétaires et des sociétés de pêche de l'arrondissement de Narbonne (1929-1931). 1923-1940

7 M 1652 Contraventions, réclamations, rapports avec les syndicats de chasse : rapports, correspondance. 1898-1940

7 M 1653 Interdiction « aux étrangers » de chasser dans les terrains communaux de la commune de Vigneville.- Arrêté municipal : affiches. 1913

PECHE

7 M 1654 Organisation : instructions, rapports, correspondance. 1897-1938

7 M 1655-1656 Pêche fluviale.- Réglementation. 1897-1940

7 M 1657 Poissons des étangs et enclos.- Transport : instructions, carnets à souches. 1923-1940

7 M 1658 Réserves de pêche.- Délimitation, créations : instructions, rapports, correspondance. 1899-1939

7 M 1659 Baux de pêche.- Location amiable aux sociétés de pêcheurs : demandes, rapports, bilans des sociétés de pêcheurs, notes, correspondance. 1924-1939

7 M 1660-1661 Adjudications, licences de pêche aux lots restés inadjudgés. 1923-1940

7 M 1662 Echelle à poissons.- Création : instructions, rapports. 1902-1933

7 M 1663 Concession hydraulique à Joucou sur le Rébenty.- Clauses piscicoles : rapports, correspondance. 1931-1934

POLICE DE LA CHASSE ET DE LA PECHE

7 M 1666*-1669 Délits forestiers, de chasse ou de pêche. 1905-1943

PISCICULTURE

7 M 1670 Instructions. 1925-1939

7 M 1671 Recensement : états, statistiques. 1908-1933

7 M 1672-1673 Déversement d'alevins, propagation de salmonidés, contrôle des piscicultures : états, subventions, bulletins de contrôle journaliers des piscicultures, rapports, correspondance. 1921-1940

7 M 1674 Travaux d'améliorations aux piscicultures exécutés par les brigadiers et gardes : états, rapports, correspondance. 1926-1939

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

7 M 1675 Moyens d'alevinage.- Caisses à incubation de M. de Lachadenède, appareils « Carajat » : notices, rapports, correspondance. 1921-1931

7 M 1676-1688 Pisciculture de l'Horte de la Grave à Auriac. 1901-1949

7 M 1689 Pisciculture de Gesse à Axat.- Etablissement d'une pisciculture par la société méridionale de transport de force : acte notarié, plan, correspondance. 1881-1913

7 M 1690 Pisciculture de Gincla.- Propositions de vente du propriétaire d'une pisciculture à Gincla : rapport de l'inspecteur des eaux et forêts. 1901

7 M 1691 Station départementale d'incubation située à la maison forestière de la Loubatière, commune de Lacombe : feuilles signalétiques, superficie, plan, travaux effectués. 1926-1940

Métrage linéaire: 4,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

Gard

Versement 1810 W⁶²

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service environnement et forêt

Sommaire

Art 1-11: Associations communales de chasse agréées, 1978-2019

Métrage linéaire: 1,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Associations-communales-de-chasse>

Hérault

Versement 17 ETP⁶³

Université de Montpellier, Institut de botanique

Sommaire

17 ETP 1-98: administration générale de la chaire puis de l'Institut, archives scientifiques du doyen Charles Flahault et de son successeur Louis Emberger.
1850-1964

Métrage linéaire: 5,40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Universite-de-Montpellier-Institut-botanique>

Energie-climat

Aude

Sous-série 7 M⁶⁴

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

Météorologie

Commission météorologique du département de l'Aude

7 M 326 Instructions, documentation, correspondance. 1879-1938

7 M 327 Bulletins annuels pour les années 1898, 1900, 1901 et 1910. 1899-1911

7 M 1710 Commission météorologique de l'Aude.- Création, organisation : arrêtés, liste des membres, instructions, correspondance ;

Diplômes et médailles attribués aux observateurs météorologiques : instructions, propositions, correspondance. 1930-1939

7 M 1711 Commission de glaciologie et météorologie des Pyrénées.- Désignation d'officiers de la conservation de Carcassonne comme membres : correspondance. 1932

7 M 1712 L'Aude agricole et météorologique 1936-1937, Société centrale d'agriculture de l'Aude, bulletin spécial, Carcassonne, 88 p.

Stations d'avertissements et d'observations météorologiques

7 M 328 Station d'avertissement météorologique de Narbonne.- Fonctionnement : rapport, correspondance. 1911

7 M 329 Observations météorologiques et entomologiques.- Financement de stations d'essais agricoles : délibérations des conseils municipaux, correspondance.

1911-1913

7 M 330 Observations météorologiques.- Relevés annuels des observations de la station météorologique de Narbonne (1894-1898) ; observations mensuelles agricoles et météorologiques de la société centrale d'agriculture de l'Aude

(novembre 1936-janvier 1939). 1894-1939

Observations météorologiques

7 M 1699 Instructions. 1925-1937

⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-de-l-Aude>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

7 M 1700 Influence du boisement des montagnes sur le climat : rapports, réponses des maires de Limoux et Montréal à un questionnaire du préfet. 1821-1822

7 M 1701 Stations météorologiques : installation, recensement, inventaires des équipements, demandes de crédits. 1921-1940

7 M 1702 Observations météorologiques : relevés pluviométriques, états des chutes de neige, rapports, correspondance. 1871-1940

7 M 1703 Observations sur les phénomènes de la végétation et sur les animaux : états pour le département de l'Aude. 1932-1937

7 M 1704 Observations nivométriques.- Travaux exécutés par les brigadiers et les gardes : états, rétribution. 1924-1939

7 M 1705 Station de Davejean.- Observations sur les orages, les phénomènes de la végétation, les animaux : comptes rendus journaliers. 1914-1929

7 M 1706*-1709* Station de Lespinassière.- Observations météorologiques : calepins d'observations. 1922-1941

Métrage linéaire: 1,60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

Gard

Versement 8 S⁶⁵

Préfecture du Gard

Sommaire

Mines et énergie, 1791-1946

Métrage linéaire: 27

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-prefecture-du-Gard-mines-et-energie-1791-1946>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1876 W⁶⁶

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie

Sommaire

Carrières abandonnées ; Iconographie des carrières du Gard, 1846-2012

Métrage linéaire: 26

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Occitanie-Carrieres-abandonnees>

Hérault

Cotes : 8 S 1-347⁶⁷

Préfecture de l'Hérault, bureau des Ponts et Chaussées

Sommaire

Art 1-347: mines, carrières, pétrole, énergie électrique: études, permis de recherche (1800-1940)

Métrage linéaire: 28,80

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Herault-mines-et-energie-1800-1940>

Infrastructures et services de transports

Gard

Versement 3 S⁶⁸

Préfecture du Gard

Sommaire

Navigation intérieure

3 S 1-194

Fonds de préfecture

Réglementation générale; navigation sur le Rhône, bacs et passages d'eau, canal de navigation du Rhône à Sète, canal navigable dérivé du Gardon

Fonds de l'ingénieur en chef

généralités, bacs, bateaux à vapeur, pêche fluviale

1790-1943

Métrage linéaire: 12

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-Navigation-interieure-1790>

Versement 1019 W⁶⁹

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

Sommaire

Art 1-35 : aménagements des ports d'Aigues-Mortes, du Grau du Roi et de Port Camargue (1957-1984)

Métrage linéaire : 3,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Versements 2501W - 2503W - 4SP⁷⁰

Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement du Languedoc-Roussillon

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

Versement 2501W

Art 1-519 : photographies concernant les travaux maritimes, fonctionnement de la DREAL

1983-2006

Nombre d'articles : 519

Conditions d'accès librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-et-de-navigation-du-Languedoc>

⁷⁰ Répertoires détaillés <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Languedoc-Roussillon-photographies-sur-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versement 2503W

Sommaire

Art 1-36 : photographies concernant les ports, travaux maritimes, littoral
1901-1995

Nombre d'articles : 36

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versement 4SP

Sommaire

Art 1-9 : photographies concernant les travaux du canal du Rhône à Sète
[1906-1914]

Nombre d'articles : 9

Conditions d'accès librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versement 3 S⁷¹

Préfecture de l'Hérault

Ponts et chaussées

Sommaire

3 S 1-391 Navigation intérieure : fleuves, lacs et canaux

1800-1940

Métrage linéaire: 29,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versement 2797 W⁷²

Voies navigables de France, Unité du Canal du Rhône (Sète)

Sommaire

Art 1-21: statistiques, gestion du domaine....

1981-2018

Métrage linéaire: 2,4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁷¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-de-l-Herault-Navigation-interieure>

⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Voies-navigables-de-France-canal-du-Thone-Sete>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versements 2181 W; 2328 W; 2692 W⁷³

Direction interdépartementale des affaires maritimes

Sommaire

2181 W 1-102; 2328 W 1-7; 2692 W 1-3, 2692 W 5-10, 2692 W 12-163

Administration générale, gens de mer, navigation maritime, exploitation et mise en valeur du milieu marin

1888-2002

Métrage linéaire: 20,3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁷³ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/epertoire-d-archives-methodique-DDAM-Herault-navigation-maritime-exploitation>

Prévention des risques

Risques industriels

National

Versement 20070113⁷⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-419 : Installations classées : plaintes, études techniques, avis du ministère, avis judiciaire

classement par département, commune et entreprise

20070113/121-20070113/125

1978-2000

Gard

20070113/144-20070113/147

1977-2001

Hérault

20070113/291

1993-1994

Pyrénées-Orientales

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Installations-classees-plaintes-etudes>

Gard

Versement 1032 W⁷⁵

Préfecture du Gard

Sommaire

1032 W 1-194

Environnement:

Généralités, journées de l'arbre, de l'environnement

Sites, monuments historiques et objets

Installations classées

Exploitation de sols et sous-sols

Déchets et pollution:

Chasse, pêche

1865-1985

Métrage linéaire: 20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1877 W⁷⁶

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie

Sommaire

1877 W 1-254: Contrôle technique des véhicules.

⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-sites-installations-classees>

⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DREAL-Occitanie-Installations-classees>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

- Gestion des centres d'essais et de contrôles des véhicules ; accidents de la circulation ; petit train touristique.

Environnement industriel.

- Périmètres de protection des captages d'eau ; travaux pouvant impacter l'environnement. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

- Généralités ; suivi des activités des ICPE ; pollution des eaux par les ICPE ; explosifs ; dossiers thématiques

1927-2010

Métrage linéaire: 28,40

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Cote : 7 W 446-562 ; 950 W 1-15 ; 1736 W 1-175 ; 1757 W 1-41 ; 2646 W 1-126 ; 2726 W 1-55⁷⁷

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Languedoc-Roussillon

Sommaire

Contrôle des appareils à vapeur et à gaz, Centrales thermiques et nucléaires, Dossiers d'installations classées (hors mines et carrières. Eaux minérales et thermales). Explosifs et gaz. Rencontre inter-DRIRE. Prévention des risques électriques. Certificat d'économies d'énergie (CEE).

Centre de production thermique EDF d'Aramon. Parcs éoliens. Parcs photovoltaïques. Zone de développement éolien (ZDE). Monuments historiques et sites

Unité départementale Hérault (UD34) : Sites pollués. Impact sanitaire (Légionellose). Mines et carrières

1910-2011

⁷⁷ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-DRIRE-Languedoc-Roussillon-risques-industriels>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Métrage linéaire : 22,40

Communicabilité : voir code du patrimoine

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

Versements 2 W ; 7 W ; 83 W ; 307 W ; 354 W ; 359 W ; 392 W ; 452 W ; 515 W ; 524 W ; 608 W ; 660 W ; 667 W ; 687 W ; 693 W ; 739 W ; 740 W ; 760 W ; 803 W ; 846 W ; 855 W ; 870 W ; 890 W ; 947 W ; 949 W ; 1015 W ; 1073 W ; 1077 W ; 1080 W ; 1119 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1143 W ; 1158 W ; 1174 W ; 1181 W ; 1200 W ; 1228 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1293 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1326 W ; 1383 W ; 1458 W ; 1459 W ; 1469 W ; 1487 W ; 1503 W ; 1691 W ; 2243 W ; 2252 W ; 2306 W ; 2427 W ; 2449 W ; 2525 W ; 2526 W ; 2527 W ; 2528 W⁷⁸

Préfecture de l'Hérault

Sommaire

Réglementation de l'environnement et des risques majeurs, droit des sols, 1924-2014

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

⁷⁸ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-Reglementation-de-l>

Risques naturels

National

Versement 20070643⁷⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Prévention des risques

Sommaire

Plans de prévention des risques naturels et inondations (PPRI)

Art 1-6 : Point avec préfets : avancement, bilans, enquêtes publiques, questions parlementaires, 1994-2004

Art 7-61 : PPRI : rapport de présentation, arrêté portant approbation, règlement, carte des aléas , plan de zonage (classement par département et commune), 1972-2005

20070643/26

1988-1993

Gard

20070643/28-20070643/35

1989-2005

Hérault

20070643/51

1986-2005

Pyrénées-Orientales

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 2,70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plans-de-prevention-des>

Aude

Sous-série 7 M⁸⁰

Agriculture, eaux et forêts de l'Aude

Sommaire

Pollutions

7 M 1692 Carcassonne : empoisonnement de la rivière « Le Fresquel » par l'égout urbain (1935-1936) ;

Fabrezan : pollution de l'Orbieu par la distillerie de Fabrezan (1939) ;

Rieux-en-Val : contamination du ruisseau de Domneuve par les rejets de la distillerie de Rieux (1936) ;

Saint-Laurent-de-la Cabrerisse : contamination de la rivière « La Nielle » par le déversement des eaux résiduaires de la coopérative de distillation (1927-1944) ;

Salsigne : émission de gaz toxiques (1936).- Rapports, procès-verbaux de visite, procès-verbaux de gendarmerie, correspondance. 1927-1944

7 M 1713 Inondations.- Dégâts occasionnés, travaux de protection, aides aux sinistrés: rapports, notes, listes de souscripteurs, correspondance 1889-1933

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aude

⁸⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agriculture-eaux-et-forets-de-l-Aude-pollutions>

Gard

Cotes extrêmes⁸¹

1623 W 1-17

Dates extrêmes

2002-2005

Description physique

Nombre d'éléments

17 boîtes d'archives

Métrage linéaire

1,70

Lieu de conservation

Archives départementales du Gard

Nom du producteur

Préfecture du Gard. Secrétariat général. Direction des collectivités et du développement local. Mission Foncier agricole

Informations sur les modalités d'entrée

Versement en date du 9 février 2017

Statut juridique

Archives publiques

Communicabilité

Selon les dispositions prévues pour les archives publiques par le Code du Patrimoine (art. L 213-1 à 8).

La totalité de ce Versement est librement communicable.

Versement 1808 W⁸²

Direction départementale des territoires et de la mer du Gard

Service eaux et risques

Sommaire

Art 1-353 : Inondations ; études hydrauliques et travaux de protection ; Alimentation en eau potable et assainissement ; Installation classée pour la protection de l'environnement (1952-2019)

Métrage linéaire : 35

⁸¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-inondations-2002-2005>

⁸² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-du-Gard-Inondations-etudes-hydrauliques-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Versement 1749 W⁸³

Conseil général du Gard

Sommaire

1749 W 10-12: inondations de 2002

estimations, activités des comités et commission

2002-2003

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

Hérault

Guide des sources de la gestion des crises et des risques naturels dans l'Hérault (1940 à nos jours), 2011⁸⁴

Publication Archives départementales de l'Hérault

Guide des sources réalisé par Gabriel Amalvi, stagiaire étudiant en Master 2 d'Histoire à l'université Paul Valéry, 2011

Sommaire

Première partie

Introduction

⁸³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conseil-general-du-Gard-actions-menees-par-le>

⁸⁴ Guide des sources <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-de-la-gestion-des-crises-et-des-risques-naturels-dans-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Présentation générale

Réglementation et dispositifs

Acteurs

Avant-propos

Partie II

Guide des sources

Répertoire méthodique par Emmanuel Lion et Evelyne Secondy, travail coordonné par Martine Bourmaud ; sous la direction de Sylvie Desachy

Archives départementales de l'Hérault

Montpellier - 2016

Cote : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W ; 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

Présentation du producteur

C'est avec l'apparition d'un ministère spécifique en janvier 1971 que l'environnement prend une place dans le débat politique. Depuis, sa défense et l'importance des questions environnementales n'ont fait que croître.

Modalités d'entrées

Versement

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral", études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Accroissement

Fonds ouvert

Versements 2 W ; 7 W ; 83 W ; 307 W ; 354 W ; 359 W ; 392 W ; 452 W ; 515 W ; 524 W ; 608 W ; 660 W ; 667 W ; 687 W ; 693 W ; 739 W ; 740 W ; 760 W ; 803 W ; 846 W ; 855 W ; 870 W ; 890 W ; 947 W ; 949 W ; 1015 W ; 1073 W ; 1077 W ; 1080 W ; 1119 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1143 W ; 1158 W ; 1174 W ; 1181 W ; 1200 W ; 1228 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1293 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1326 W ; 1383 W ; 1458 W ; 1459 W ; 1469 W ; 1487 W ; 1503 W ; 1691 W ; 2243 W ; 2252 W ; 2306 W ; 2427 W ; 2449 W ; 2525 W ; 2526 W ; 2527 W ; 2528 W⁸⁵

Préfecture de l'Hérault

Sommaire

Réglementation de l'environnement et des risques majeurs, droit des sols, 1924-2014

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation: Archives départementales de l'Hérault

⁸⁵ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-Reglementation-de-l>

Sécurité et affaires maritimes

National

Versements :⁸⁶

Sous-série F/14, Travaux publics : F/14/751-F/14/752, F/14/754, F/14/759, F/14/1120/1, F/14/18374, F/14/19331-F/14/19335, F/14/19470-F/14/19474, F/14/19705-F/14/19710, F/14/19819-F/14/20346, F/14/20441-F/14/20444, F/14/20510, F/14/20743-F/14/20749, F/14/20775-F/14/20776, F/14/20801-F/14/21012.

Sous-série MAR, Marine : MAR/D/2/58, MAR/DD/2/743, MAR/3JJ/174

Ministères : Travaux publics ; Marine marchande

Service des phares et balises

Sommaire

Dossiers d'établissements, les phares et balises dans le territoire français, signalisation maritime ... (1813-2002)

Métrage linéaire : 6

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

⁸⁶ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Administration-centrale-phares-et-balises-1685>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Versement 19800054⁸⁷

Ministère : Marine marchande (Secrétariat d'Etat)

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-Direction : Service de la navigation

Art 35-37, 40 : pollution (problème des bouées rouges) et assainissement en Méditerranée

1963-1968

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 0,40 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Gard

Versement 3 S⁸⁸

Préfecture du Gard

Sommaire

4 S 1-43

Fonds de la préfecture an II-1942

Littoral, phares et fanaux, port d'Aigues-Mortes, port du Grau-du-Roi

Fonds de l'ingénieur en chef 1851-1930

Port d'Aigues-Mortes

Métrage linéaire: 3, 63

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-lutte-contre-la-pollution-marine-1963-1979>

⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-maritime-du-Gard-littoral-phare-ports-an>

*Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Languedoc-Roussillon*

Lieu de conservation : Archives départementales du Gard

2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Acteurs privés

National

Antoine Serge, haut fonctionnaire

Référence

20080615⁸⁹

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonds Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de l'environnement.

Dates extrêmes

1949-2005

Noms des principaux producteurs

Serge Antoine

Importance matérielle

427 boîtes, 144 cartons, 42 ml.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

⁸⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Quelques jalons dans la carrière de Serge Antoine

- De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral
- En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.
- En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine y occupe diverses positions
- notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) - qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire.
- Il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir.
- La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.
- Serge Antoine participe aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002), où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire.
- Serge Antoine est en grande partie à l'origine du Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la **Méditerranée**. Il devient vice-président de ce plan d'action pour la Méditerranée, dit « **Plan Bleu** ». La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.⁹⁰

- Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sont les thèmes de réflexion et d'action débattus aux sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996). Serge Antoine qui participe à ces conférences contribue à la formation de la Fédération mondiale des cités unies (FMCU).
- Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...
- Serge Antoine s'engage personnellement dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.
- En 1992 Serge Antoine participe au sommet de Rio, en tant que conseiller spécial de la France.
- Il est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.
- Il encourage les initiatives de coopération culturelle par la création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, l'organisation de colloques, de forums. Il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisées par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

- Décès en mars 2006.

Bernard Vuillet

Archiviste au ministère, 2008

Présentation du contenu

Serge Antoine, décédé en mars 2006, a consacré toute sa carrière de haut fonctionnaire à la cause de l'environnement. Son épouse et fidèle collaboratrice, consciente de l'importance de la documentation et des dossiers constitués, décide

⁹⁰ Art 180-366 : *Protection de la Méditerranée, 1950-2005*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

de les donner au ministère de l'Écologie pour les mettre pleinement à la disposition des chercheurs et du public.

Ces archives, représentant 42 mètres linéaires, sont d'une richesse exceptionnelle : elles reflètent toute l'activité et la réflexion de Serge Antoine qui a tenu des postes de haute responsabilité dans l'administration française et dans les instances internationales.

De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral. Les dossiers conservés retracent les débats et les aspects du remodelage administratif de la France.

Précurseur et homme de convictions, Serge Antoine déploie une énergie inlassable. En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine, qui a œuvré à sa création, y occupe diverses positions – notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) – qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire. Fort de ses relations avec les cabinets ministériels, avec les responsables politiques, il se bat pour faire admettre les exigences écologiques. Il participe aux groupes de réflexion, tels que « prospective et environnement » ou « environnement et aménagement du territoire », multiplie les interventions dans les colloques, écrit des articles dans les revues spécialisées qu'on retrouve dans le fonds d'archives. Les dossiers montrent aussi comment, des préoccupations environnementales, la pensée de Serge Antoine s'élargit à la protection du patrimoine culturel et s'intéresse même à l'aménagement du temps et des loisirs.

Très tôt, Serge Antoine envisage les problèmes à l'aune de l'international. Pour l'aménagement du territoire, par exemple, sa réflexion s'étend d'emblée à l'horizon européen. Passionné de prospective et ouvert à la coopération internationale, il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, classées à part du fonds Serge Antoine, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir auxquels participent des experts venus d'Europe et d'ailleurs.

La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

La dimension internationale, Serge Antoine va pleinement la mettre en pratique en participant aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, ces sommets mondiaux, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002) où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire. A travers ces dossiers réunis par un témoin et acteur de premier plan, on peut suivre les préparatifs à ces forums, puis leur déroulement et les orientations prises.

C'est à la conférence de Stockholm en 1972 que Serge Antoine commence à évoquer l'intérêt d'une coopération multilatérale pour la préservation de la Méditerranée. Il est en grande partie à l'origine de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la Méditerranée, initiative qui conduit au rapprochement des États riverains signataires des accords de Barcelone (1975). Serge Antoine est considéré à juste titre comme le « père du Plan Bleu », ce Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui ne s'attache pas seulement à lutter contre les sources de pollution, mais entend établir un développement intégré et une gestion attentive des ressources à l'échelle du bassin. Le Plan Bleu, dont Serge Antoine est l'organisateur et le fervent ambassadeur auprès des autorités politiques comme auprès de la communauté scientifique, tant en France qu'en Europe et dans tout le monde méditerranéen, occupe la plus grande part de ce fonds d'archives. La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

A l'immensité de la tâche correspondent la diversité et la technicité des dossiers que Serge Antoine a patiemment étudiés, annotés, complétés. Aux côtés des textes officiels, des rapports publiés et des communications, l'historien a la chance de trouver, dans ce gisement documentaire, les notes préparatoires, les échanges, les projets qui éclairent sur le travail en profondeur effectué en amont des déclarations solennelles et des rencontres diplomatiques.

Pour s'investir dans tant de projets à la fois et gérer cette masse d'informations, Serge Antoine, distingue les domaines d'intervention tels que la protection du littoral, l'état de la pollution marine, la gestion des ressources en eau, l'évolution de l'agriculture et de la forêt méditerranéenne, le changement climatique... Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sur le pourtour de la Méditerranée figurent parmi les principaux thèmes de réflexion et d'action. « Le fait urbain, déclare Serge Antoine, est pour moi au cœur de la problématique des sociétés contemporaines. Cela m'est apparu à maintes reprises et, en particulier, lors de la conférence de Vancouver en 1976 sur l'habitat et les établissements humains. » Les sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996), montrent bien que la pensée

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

du visionnaire s'applique au-delà du bassin méditerranéen. Serge Antoine contribue à la formation de la Fédération mondiale des Cités unies (FMCU).

En tant que vice-président du Plan Bleu, il entretient des relations avec les instances internationales (UNESCO, OCDE...) et les représentants des gouvernements, dont les dossiers se font l'écho. Relations avec les bailleurs de fonds que sont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale, avec la Commission européenne dans le cadre du programme Euro-Méditerranée qui institue un partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Contacts également avec les Organisations non gouvernementales associées aux travaux du Plan Bleu, avec les organismes liés à la protection et au développement de la Méditerranée comme l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), Environnement, développement et action (ENDA), ou encore le Mediterranean Aspen Institute.

Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

Pour Serge Antoine, le travail pour la protection et le développement de la Méditerranée se traduit aussi par un engagement personnel dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

Toujours à l'avant-garde des idées, il fait siens le concept d'écodéveloppement formulé par Ignacy Sachs (professeur à l'École des hautes études en sciences sociales) vers 1974, et la notion de développement durable officialisée par le rapport Brundtland en 1987. Désormais, comme le montrent ses dossiers, s'impose une stratégie d'écodéveloppement et de développement durable qu'il tend à mettre en œuvre avec ses partenaires méditerranéens.

En 1992, le sommet de Rio, auquel Serge Antoine participe en tant que conseiller spécial de la France, nourrit sa réflexion et donne un nouveau dynamisme au Plan Bleu. Serge Antoine est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

Comme le prouvent ses interventions et écrits, il a depuis longtemps une conception globale du développement. Il ne considère pas l'environnement comme un domaine, mais associe sa protection au développement économique et social et au respect des pratiques culturelles.

Dès son entrée au ministère, cet homme de dialogue et d'ouverture agit pour instaurer une éducation à l'environnement ainsi que pour une meilleure connaissance réciproque entre les cultures. Il encourage les initiatives de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

coopération culturelle (création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, organisation de colloques, de forums), il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisées par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

Au terme de cette fructueuse carrière consacrée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, les archives laissées par Serge Antoine revêtent un caractère exceptionnel. Les dossiers permettent de suivre les étapes de la réflexion d'un précurseur, les engagements et les actions d'une personnalité influente, pendant près d'un demi-siècle où l'écologie s'est peu à peu imposée comme le principal enjeu de notre survie. Par ses hautes fonctions, par ses relations avec le monde scientifique, politique et associatif, et surtout par l'envergure de sa pensée, il nous conduit au cœur de décisions qui engagent notre avenir.

L'entrée des archives de Serge Antoine aux Archives nationales s'inscrit dans la continuité de l'œuvre du militant et pédagogue qui déclarait : « je suis le père du Plan Bleu, mais nous en sommes tous propriétaires ».

Bernard Vuillet, archiviste au ministère, 2008

Languedoc-Roussillon

Binet Eric, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien d'Eric Binet, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur . l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; . l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Biographie du témoin

Délégué régional à l'architecture et à l'environnement (DRAE) en Corse 1989 à 1991. Directeur de l'environnement de Languedoc-Roussillon 1992-1997 puis des Pays de la Loire jusqu'en 2003. Voir Curriculum vitae⁹¹

Importance matérielle

80 Mo

Durée

2h45 mn



Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et les différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE de Corse. Ce fonds comporte, en format numérique⁹², l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

⁹¹ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

⁹² Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

***Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la
nature en Languedoc-Roussillon***

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

Hérault

Le Guillou Madeleine, présidente d'association

Cote 144J 1-18⁹³

Dates extrêmes

1985-2006

Nom du producteur

Madeleine Le Guillou

Présentation du producteur

Madeleine Le Guillou est fondatrice et présidente de l'association Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement au milieu des années 1980. Elle fonde en 1997, et préside depuis cette date, l'Association frontignanaise de défense des contribuables.

L'association 'Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement' a été créée en réaction à un projet d'urbanisation (création de 2500 logements et d'une marina) sur l'étang des Mouettes à Frontignan. L'association s'est opposée par des manifestations, des actions en justice, durant 6 ans jusqu'à obtenir la protection de la zone naturelle et son achat par le conservatoire du littoral. Après cette victoire, l'association change de nom et prend la dénomination d'association 'Frontignan-La Peyrade environnement'. Elle s'intéresse désormais à la protection de l'environnement dans la zone Frontignan-Sète et mène plusieurs actions contre un projet de décharge d'ordures à Frontignan, contre l'installation de grandes surfaces commerciales sur le littoral (espace protégé), contre la non-conformité de l'usine d'incinération d'ordures de Sète...

Historique de la conservation

Archives conservées chez Madeleine Le Guillou jusqu'à leur don aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation du contenu

Le fonds est essentiellement composé de dossiers de presse, mémoires et rapports, pièces de procédure et photographies relatives aux causes environnementales défendues par les deux associations présidées par Madeleine Le Guillou.

Le premier thème concerne le port de Sète et notamment le port de commerce, le port de pêche et les installations portuaires (144 J 1-4).

⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Madeleine-Le-Guillou>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Le second thème concerne la zone portuaire de Sète-Frontignan et notamment l'extension du port de pêche de Frontignan ainsi que ses équipements annexes (144 J 5-6).

Le dernier thème concerne la protection de l'étang de Thau et des activités conchyliques (144 J 7-8).

Modalités d'accès

Conditions d'accès immédiate sauf pour les pièces judiciaires (100 ans).

Associations

National

Société nationale de protection de la nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société nationale de protection de la nature

1.3 Autres formes du nom

SNPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1854 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Une société d'acclimatation.

La Société impériale zoologique d'acclimatation a été fondée en 1854 par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, titulaire de la chaire de zoologie des mammifères et des oiseaux. Elle se proposait alors de concourir à l'introduction, à l'acclimatation et à la domestication des espèces d'animaux utiles ou d'ornement, au perfectionnement et à la multiplication des races nouvellement introduites ou domestiquées et se donnait pour seul objectif de

« ... peupler nos champs, nos forêts, nos rivières, d'hôtes nouveaux ; d'augmenter le nombre de nos animaux domestiques, cette richesse première du cultivateur ; d'accroître et de varier les ressources alimentaires, si insuffisantes, dont nous disposons aujourd'hui ; de créer d'autres produits économiques ou industriels ; et, par là même, de doter notre agriculture, si longtemps languissante, notre industrie, notre commerce et la société tout entière de biens jusqu'à présent inconnus ou négligés, non moins précieux un jour que ceux dont les générations antérieures nous ont légué le bienfait » (Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, Bull. SZA, 20 janvier 1854).

Aux yeux de l'homme du XIX^e siècle, la nature constituait un capital inépuisable dont il était nécessaire de mettre en œuvre les ressources.

Ainsi durant ses premières années d'existence, la Société chercha à introduire le yack ou la chèvre angora dans les élevages français, à améliorer l'élevage du ver à soie, à populariser la consommation de la viande de cheval, du riz, de l'igname,... avec un succès des plus mitigé. Pour cela il lui fallait un lieu pour recevoir les animaux et les plantes amenés de l'étranger et que l'on se proposait d'acclimater ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

des soins pour les conserver ; un laboratoire pour les expérimentations... Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, après avoir dirigé la Ménagerie zoologique du Muséum, avait reconnu la nécessité de former un Jardin zoologique d'acclimatation. Forte du soutien de l'empereur Napoléon III et des élites de l'époque, la Société impériale zoologique inaugura en 1860 le Jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne.

Le constat précoce de la destruction de la nature par l'homme

Mais, dès l'origine, cette société savante s'inquiète également des destructions causées par l'homme. De plus, les préoccupations qui avaient présidé à sa fondation, sous l'influence même des naturalistes, savants et amateurs, qui l'animaient, se sont modifiées en même temps que progressait la connaissance de la nature et que la civilisation industrielle et technique étendait son emprise. Les naturalistes constatent en effet que le « progrès » met à mal de nombreuses espèces sauvages et en conduit certaines jusqu'à l'extinction tout en faisant peser sur les ressources naturelles le risque de la surexploitation. Ainsi de plus en plus de voix s'élèvent pour demander la protection des animaux dits « utiles » (et notamment des oiseaux insectivores), l'arrêt de la destruction des forêts (y compris dans les colonies), une exploitation des ressources plus mesurée et rationnelle (pêche, chasse, bois, mines,...), la fin de la notion de « nuisible ».

Des combats pionniers

Progressivement, sous l'influence notamment de figures marquantes, la Société d'acclimatation délaisse puis abandonne son projet initial pour se consacrer à la cause de la protection de la nature qu'elle envisage d'un point de vue scientifique. Les combats et les réalisations sont nombreux (voir « La SNPN en dates ») :

élaboration de la Convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture (1902),

protection du castor du Rhône (1909),

fondation de la LPO et de la réserve des Sept-Îles (1912),

création des réserves de Camargue (1927), de Néouvielle (1935), du Lauzanier (1936),

organisation des deux premiers Congrès internationaux de protection de la nature (1923, 1931),

lutte contre le commerce des plumes d'oiseaux,

repeuplement des cours d'eaux français en poissons, aménagement des barrages et autres seuils pour permettre leur franchissement par les migrateurs,

sauvegarde de l'éléphant d'Afrique et plus largement de la grande faune,

soutien aux projets de parcs nationaux,...

Vers la SNPN

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Forte de cet héritage qui en fait la mère de la protection de la nature en France, la Société d'acclimatation décide en 1960 de changer son nom en **Société nationale de protection de la nature** et, tout au long du XX^e et du XXI^e siècles, elle poursuit son action avec constance :

soutien à la création des parcs nationaux à qui elle confie la gestion de ses réserves du Lauzanier (Parc du Mercantour) et du Néouvielle (Parc des Pyrénées) ;

première campagne publique pour la protection de la nature (1961)

campagne Vanoise (1969-1971) ;

gestion et défense de la réserve de Camargue ;

gestion de la réserve de Grand-Lieu depuis 1985 ;

opération « Message à la mer »

campagne pour le droit de gîte (1977)

participation à la fondation et aux travaux de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ;

initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement ;

campagne « Amnistie pour les éléphants »

Sources <http://www.sn timer.com>

2.3. Lieu

Siège social : 9 rue Cels, 75014 Paris

Adresse postale actuelle : 44 rue d'Alésia 75014 Paris

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La protection des zones humides

La SNPN a participé à la création de la convention de Ramsar de 1971 sur les zones humides et assure aujourd'hui sa politique de sensibilisation. L'action de la SNPN en faveur de ces milieux remarquables est quotidienne : elle gère deux réserves nationales en zones humides et œuvre, depuis 2007, à la préservation des milieux humides d'Île-de-France. Enfin, elle coordonne et anime le laboratoire d'idées « Zones humides » qui émet des avis et fait des propositions pour la préservation de ces milieux.

La protection des espèces et des milieux menacés

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Les actions que la SNPN effectue pour la sauvegarde de la biodiversité s'inscrivent dans la durée : participation à des campagnes pour la protection des grands mammifères, préservation d'habitats menacés et restauration des milieux dégradés, sensibilisation des citoyens à la nature de proximité.

L'éducation, la sensibilisation

À travers ses actions d'animation, ses sorties éducatives et son réseau d'adhérents, la SNPN contribue à une meilleure connaissance de la nature et à son respect. Envie de sorties ou d'animations nature ?

Sources <http://www.snpn.com>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

mai 2021

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.5 Sources

<http://www.snpn.com>

Présentation du contenu :

Fonds d'archives versés aux Archives nationales

Activités de la Société nationale de la protection de la nature, 1835-2018

Versement 232AS⁹⁴

Cotes : 232AS/18-232AS/26

1926-2010

Réserve naturelle de la **Camargue**

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de la SNPN situés au siège de l'association ont été inventoriés par Rémi Luglia et l'équipe de la SNPN

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE).

Mode de classement

Le plan de classement du fonds correspond à l'inventaire.

Accroissement

Les dossiers concernant le « projet Life Lac Grand Lieu », le Bureau MAR ainsi que les dossiers de l'ancien directeur scientifique de la SNPN Michel Brosselin concernent le 2ème don aux Archives nationales de la SNPN .

Bureau MAR. En réaction à l'assèchement et au drainage des zones humides qui inquiètent et mobilisent les défenseurs de la nature et de la sauvagine, le Bureau MAR (pour la racine commune aux mots désignant les MARécages en français, MARshes en anglais, MARismas en espagnol et MARemma en italien) est créé en 1962, à l'instigation de Luc Hoffmann (1923-2016), dans le cadre de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). En France, son action est animée par Michel Brosselin (1936-1980) puis par la Société nationale de protection de la nature (SNPN) quand celui-ci en devient le directeur scientifique en 1970. Relayé dans plusieurs pays, conjugué à celle d'organisations cynégétiques, le lobbying du bureau MAR aboutira à l'élaboration et à la signature en 1971, dans la ville iranienne de Ramsar, de la convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les dossiers de création, les PV d'assemblée générale, les comptes rendus des comités directeurs et scientifiques, les dossiers concernant les zones humides, les espèces, les réserves naturelles de la **Camargue**, de Grand-Lieu ainsi que les actions d'éducation à l'environnement.

Modalités d'entrée

⁹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Activites-de-la-Societe-nationale-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Don

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine. Trois articles sont soumis à l'autorisation de la SNPN. 20210530/11, 20210530/37 et 20210530/38 : 75 ans à compter de la date du document plus récent.

Description physique

56 boîtes d'archives, 5,60 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Aude

Les Amis de la Nature et des Sites de l'Aude

Versement 76 J 1-12⁹⁵

Fonds de l'Association "Les Amis de la Nature et des Sites de l'Aude"

1966 - 1998

Présentation du contenu

Documentation, correspondance, comptabilité, etc.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Accès libre

Conditions d'utilisation

Reproduction libre

Autre(s) instrument(s) de recherche

Fonds de l'Association "Les Amis de la Nature et des Sites de l'Aude" (sous-série 76 J). Répertoire numérique, par Geneviève Rauzy. Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 1999, 3 p. dactylographiées

Description physique

0,30 ml

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Aude

⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-l-Association-Les-Amis-de-la-Nature-et-des-Sites-de-l-Aude>

Hérault

Compagnie des Salins du Midi (entreprise)

Versement 94 J⁹⁶

Description physique :

Importance matérielle : 118,70

CONTEXTE :

Nom du producteur : Compagnie des Salins du Midi et sociétés absorbées par la Compagnie des Salins du Midi

Dates : 1600-1988

CONTENU ET STRUCTURE :

Présentation du contenu :

Le fonds de la Compagnie des Salins du Midi (CSM) est essentiellement constitué par les archives de gestion des sociétés absorbées et celles des différents domaines gérés par la compagnie. Il permet d'aborder l'étude historique de l'entreprise à travers ses différents biens fonciers ainsi que son évolution locale, nationale et internationale, marquée par un considérable agrandissement du groupe. Il conserve également les archives techniques du premier bureau d'études de Montpellier réunissant des dossiers techniques particulièrement intéressants sur les méthodes d'extraction et de traitement du sel. Le fonds suit le cadre de classement des archives d'entreprise proposé par les Archives de France...

A. Compagnie des Salins du Midi (94 J 1-883, 1394-1847)

B. Domaines de la Compagnie des Salins du Midi (94 J 884-1098, 1228-1393)

C. Participation générale (94 J 1099-1227)

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION :

Modalités d'accès :

Selon les lois et réglemente en vigueur pour les archives publiques.

Modalités de reproduction :

Se référer au règlement intérieur de la salle de lecture

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Compagnie-des-salins-du-Midi>

Société civile des Salins de Villeneuve

Versement 74 J J⁹⁷

Description physique :

Importance matérielle : 9,50 ml

CONTEXTE :

Nom du producteur : Société civile des Salins de Villeneuve

Dates : 1731-1988

CONTENU ET STRUCTURE :

Présentation du contenu :

Le fonds de la Société civile des Salins de Villeneuve couvre une période qui s'étend du XVIII^e siècle à la fin du XX^e siècle, le document le plus ancien datant de 1731 (ordonnances concernant le Canal de la Bouffie, 74 J 32) et le plus récent de 1988 (livre de compte, 74 J 48).

Le fonds est structuré en cinq parties.

La première réunit les dossiers concernant la Constitution de la société (73 J 1-8), formés des statuts, règlements et actions.

La seconde partie, Administration, regroupe les documents relatifs aux conseils et assemblées de l'entreprise (74 J 9-17). La série des registres de délibérations du conseil d'administration (74 J 9-10) et des assemblées générales (74 J 11-17) couvre ainsi la quasi-totalité de l'existence de l'entreprise et renseigne sur son fonctionnement et son mode de gestion. Un carnet de récépissés des lettres recommandées (1950-1966) et de la correspondance sont également joints à cette partie. Enfin, les relations extérieures de la société sont documentées par un ensemble de dossiers relatifs à la Participation générale (74 J 18-21) et aux relations entretenues avec la Compagnie des salins du Midi (74 J 18-23), pour l'exploitation salinière du site.

La troisième partie, Service financier et comptabilité, rassemble des registres de comptabilité générale et annexe, ainsi que des dossiers fiscaux (74 J 39-52).

Le quatrième ensemble, Contentieux, réunit plusieurs dossiers relatifs à des litiges et procédures, essentiellement liés à l'exploitation des étangs, notamment avec des pêcheurs (74 J 54-55).

⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-de-la-Societe-civile-des-Salins-de-Villeneuve-1731-1988>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Enfin, la dernière partie, Domaine, est consacrée à la gestion du domaine de l'entreprise, qu'il soit immobilier (marais et étangs, canaux, terrains secs, voies de communication) ou mobilier (bâtiments). On notera en particulier la présence d'un dossier concernant l'établissement d'une réserve de chasse et le classement du site des Aresquiers (74 J 30). Quelques rares dossiers concernent également l'exploitation du sel (74 J 37-38), assurée par la Compagnie des salins du Midi. Enfin, une importante série de plans des domaines et salins (74 J 59-78) permet de documenter utilement le fonds.

Le fonds de la Société civile des Salins de Villeneuve constitue donc un fonds complémentaire au fonds de la Compagnie des Salins du Midi (94 J). Le fonds permet d'étudier comment l'exploitation d'un domaine dont elle n'est pas propriétaire est assurée par la Compagnie des Salins du Midi. Le fonds permet aussi d'appréhender la gestion des espaces naturels tels que les étangs, les marais ou le littoral et comment l'exploitation du sel peut cohabiter avec des activités traditionnelles cynégétiques et halieutiques.

CONDITIONS D'ACCÈS ET D'UTILISATION :

Modalités d'accès :

Selon les lois et réglemente en vigueur pour les archives publiques.

Modalités de reproduction :

Se référer au règlement intérieur de la salle de lecture

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Annexes

Liste des sigles

AAPNRC : Association des amis du parc naturel régional de Corse

AD : Archives départementales

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

AN : Archives nationales

ATEN : Atelier technique des espaces naturels

ATLR : Agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon

CAS : Comité d'action pour le solaire

CAUE : Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement

CEMAGREF : Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts

CEPREL : Centre d'études pour la protection du littoral

CERBOM : Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale

CIHEAM : Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes

CIREN : Centre international de recherche sur l'environnement et le développement

CLRL : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

CNEXO : Centre national pour l'exploitation des océans

CNPN : Conseil national de la protection de la nature

COSEL : Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon

CPRN : Conférence permanente des réserves naturelles

CSM : Compagnie des Salins du Midi

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DDAF : Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

DDE : Direction départementale de l'équipement

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer

DFCI : Défense de la forêt contre les incendies

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DPF : Domaine public fluvial

DRAE : Délégation régionale de l'architecture et de l'environnement

DREAL : Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement

DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

FNDAE : Fonds national de développement des adductions d'eau

FSGT : Fonds spécial de grands travaux

GERME : Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée

IARE : Institut des aménagements régionaux et de l'environnement

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

ONF : Office national des forêts

PAC : Politique agricole commune

PAM : Plan d'action pour la Méditerranée

PAPI : Plan d'action et de prévention des inondations

PER : Plan d'exposition aux risque naturel

PNR : Parc naturel régional

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

POS : Plan d'occupation des sols

PPR : Plan des risques naturels

PUD : Plan d'urbanisme directeur

RNF : Réserves naturelles de France

UIM : Université Internationale de la mer

ZDE : Zone de développement éolien

Liste des illustrations

Archives nationales

Arrêté préfectoral de la création du parc du Mercantour, 1978

REPUBLICQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Service de la Coordination et de l'Action Economique
Section D
Environnement, Sites et Tourisme

© Tous droits réservés

Arrêté Préfectoral du 17 août 1978

Création du Parc National du Mercantour et d'une zone périphérique

Projet intéressant le territoire des communes de :

BELVEDERE BEUIL LA BOLLÈNE-VESUBIE BREIL-SUR-ROYA CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES ENTRAUNES	FONTAN GUILLAUMES ISOLA MOULINET PEONE RIMPLAS ROUBION ROURE	SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE SAINT-ETIENNE-DE-TINEE SAINT-MARTIN-VESSUBIE SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE SAOGE SOSPEL TENDE VALDEBLORE
--	---	---

ENQUÊTE PUBLIQUE

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,
— Vu la loi 66-105 du 22 juillet 1965 relative à la création des parcs nationaux ;
— Vu le décret 61-1595 du 21 octobre 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi ;
— Vu la décision de Monsieur le Premier ministre, en date du 9 août 1976, de prendre en considération le projet de création du Parc National du Mercantour et d'une zone périphérique autour de celui-ci ;
— Vu les pièces du dossier ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de création du parc national du Mercantour et d'une zone périphérique.

ARTICLE 2. — Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la préfecture des Alpes-Maritimes à NICE, ainsi que dans les mairies des communes directement concernées :

BELVEDERE — BEUIL — LA BOLLÈNE-VESUBIE — BREIL-SUR-ROYA — CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES — ENTRAINES — FONTAN — GUILLAUMES — ISOLA — MOULINET — PEONE — RIMPLAS — ROUBION — ROURE — SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE — SAINT-ETIENNE-DE-TINEE — SAINT-MARTIN-VESSUBIE — SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE — SAOGE — SOSPEL — TENDE — VALDEBLORE

pendant 25 jours consécutifs, du 28 août 1978 au 1^{er} octobre 1978 inclus, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête de 12 h à 12 h 30 et de 12 h 30 à 17 h, sauf les dimanches et jours fériés.

Le dossier déposé à la préfecture comportera les documents cadastraux de toutes les communes du département des Alpes-Maritimes incluses en partie dans le parc proprement dit ; le dossier déposé en mairie comportera seulement les documents cadastraux de la commune.

ARTICLE 3. — Pendant ce même délai de 35 jours, les personnes ou collectivités intéressées pourront également adresser leurs observations au Préfet des Alpes-Maritimes (section D - Environnement, Sites et Tourisme), qui les adressera au registre déposé à la préfecture.

Les personnes ou collectivités intéressées qui consigneront leurs observations sur les registres d'enquête ou les adresseront par écrit, devront préciser leur identité et indiquer leur qualité à la lecture des registres par le projet (propriétaires, ayants droit, usagers ou autres).

ARTICLE 4. — A l'expiration du délai d'enquête indiqué à l'article 2, les registres d'enquête seront clos et signés selon le lieu du dépôt par le Préfet des Alpes-Maritimes ou le Maire de la commune lieu de dépôt.

Les Maires représenteront, dans les huit jours suivant la clôture de l'enquête, le dossier et le registre en dépôt dans leur mairie au Préfet des Alpes-Maritimes (section D - Environnement, Sites et Tourisme).

ARTICLE 5. — Le présent arrêté sera affiché notamment dans les mairies de :

BELVEDERE — BEUIL — LA BOLLÈNE-VESUBIE — BREIL-SUR-ROYA — CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES — ENTRAINES — FONTAN — GUILLAUMES — ISOLA — MOULINET — PEONE — RIMPLAS — ROUBION — ROURE — SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE — SAINT-ETIENNE-DE-TINEE — SAINT-MARTIN-VESSUBIE — SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE — SAOGE — SOSPEL — TENDE — VALDEBLORE, ainsi que dans la mairie de NICE, et publié par tous autres procédés en usage dans ces communes. Il sera en outre mis en casquettes séparées dans deux journaux dont au moins un quotidien dont la distribution est assurée dans les communes intéressées.

Ces formalités devront être effectuées avant le 28 août 1978, date d'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 6. — Le Secrétaire général des Alpes-Maritimes, le Sous-Préfet, chargé de mission, les Maires de :

BELVEDERE — BEUIL — LA BOLLÈNE-VESUBIE — BREIL-SUR-ROYA — CHATEAUNEUF-D'ENTRAUNES — ENTRAINES — FONTAN — GUILLAUMES — ISOLA — MOULINET — PEONE — RIMPLAS — ROUBION — ROURE — SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE — SAINT-ETIENNE-DE-TINEE — SAINT-MARTIN-VESSUBIE — SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE — SAOGE — SOSPEL — TENDE — VALDEBLORE et NICE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NICE, le 17 août 1978.

LE PREFET,
Pierre LAMBERTIN.

Arrêté préfectoral de la création du parc du Mercantour, 1978

Archives nationales

Cote 20070116/6

Entretien d'Eric Binet, Directeur régional de l'environnement Languedoc-Roussillon, 1992-1997

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin⁹⁸



⁹⁸ Voir descriptif détaillé du fonds numérique <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-ancien-Delegue>

Archives départementales du Gard

Beaucaire, le casino dans les inondations [1900-1920]



Beaucaire, le casino dans les inondations [1900-1920]

Archives départementales du Gard

Cote 11 Fi 5204

Alès, vue sur la ville et le Rhône en période de crue [1905]-1911



Alès, vue sur la ville et le Rhône en période de crue [1905]-1911

Archives départementales du Gard

Cote 11 Fi 7262

Archives départementales de l'Hérault

Vue de l'inondation de 1907 par l'Hérault à Agde. 1907



Vue de l'inondation de 1907 par l'Hérault à Agde / [Anonyme]. 1907

Archives départementales de l'Hérault

Cote 40 Fi 18

Le Cap d'Agde, Salins de Luno, Brescou. [1907-1930]

	Le Cap d'Agde, Salins de Luno, Brescou / [Anonyme]. [1907-1930] Archives départementales de l'Hérault Cote 40 Fi 6 n°4
---	--

Index des institutions et associations

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.....	13
Archives départementales de l'Aude.....	84
Agriculture, eaux et forêts du Gard....	15, 16, 25, 26, 28, 29, 30, 37, 50, 51, 53, 54, 57, 61, 62, 68
Archives départementales de l'Hérault....	13, 14, 17, 23, 24, 30, 31, 38, 40, 48, 49, 50, 52, 54, 55, 58, 59, 65, 76, 85
Archives départementales de la Lozère.....	42
Archives nationales...10, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 33, 34, 36, 43, 45, 49, 56, 60, 66, 67, 69? 95	
Association internationale permanente des congrès de navigation.....	27
Associations syndicales autorisées du Gard.....	28
Atelier technique des espaces naturels.....	39
Centre d'études pour la protection du littoral.....	49
Centre international de recherche sur l'environnement et le développement.....	71, 74
Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes.....	71, 74
Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts.....	16
Comité 21.....	71
Comité français pour l'environnement et le développement durable.....	71
Commission méditerranéenne du développement durable.....	71
Commission scientifique régionale sur les étangs du Languedoc-Roussillon.....	49
Compagnie des Salins du Midi (entreprise).....	85
Conseil général du Gard.....	30, 62
Conseil général de l'Hérault.....	49, 50
Conseil national de la protection de la nature.....	32, 44
Conseil supérieur de la pêche.....	30
Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.....	45
Délégation interrégionale Sud-Est de l'inventaire forestier national.....	23
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Languedoc-Roussillon....	95
Direction de la nature et des paysages.....	32, 33, 43, 44
Direction de la prévention des pollutions et des risques.....	56, 60
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Gard.....	16
Direction départementale des territoires et de la mer du Gard.....	27, 28, 37, 50, 61
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture.....	8
Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Languedoc-Roussillon.....	54
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie.....	38, 51
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Languedoc-Roussillon:.....	58
Direction régionale Languedoc-Roussillon de l'Office nationale des forêts.....	23
Fédération mondiale des cités unies.....	71
Frontignan-La Peyrade environnement.....	76
Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée.....	71, 74
Institut des aménagements régionaux et de l'environnement.....	49
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.....	34
Institut méditerranéen de l'eau.....	74
Les Amis de la Nature et des Sites de l'Aude.....	84
Mediterranean Aspen Institute.....	74

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Languedoc-Roussillon

Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon:..	45, 48
Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen.....	38
Parc national des Cévennes.....	41
Parcs nationaux de France.....	40
Préfecture du Gard:.....	25, 37, 53, 61
Préfecture de l'Hérault.....	31, 47, 52, 51, 57, 59, 63, 65, 67
Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement.....	76
Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon.....	54
Service spécial d'aménagement hydraulique du Bas-Rhône Languedoc.....	31
Société civile des Salins de Villeneuve.....	109
Société nationale de protection de la nature.....	6, 78

Index matière

Agriculture:.....	8, 16, 17, 18, 19, 26 40, 65
Aménagement du territoire.....	40, 62, 64
Aménagement hydraulique.....	28
Barrage.....	25, 28
Biodiversité.....	40
Biotope.....	30
Carrière.....	47
Changement climatique.....	65
Chasse.....	46
Démoustication:.....	46
Développement durable.....	8, 66
Éducation à l'environnement.....	66
Espace naturel.....	30, 34, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 109
Espace naturel sensible.....	34
Forêt.....	7, 16, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 40, 65
Forêt méditerranéenne.....	7, 40, 65
Gestion foncière:.....	22
Hydraulique:.....	26
Hydrologie.....	25
Inondation.....	26
Installation classée.....	26, 51, 52
International.....	40, 62
Irrigation:.....	28
Littoral.....	36, 39, 44, 49, 62, 68, 109
Mine.....	47
Montagne.....	16, 18
Natura 2000.....	34, 40
Parc national:.....	37
Pêche.....	68
Pétrole.....	7
Police de l'eau.....	27
Pollution maritime:.....	60
Port.....	68
Risque industriel.....	53, 74, 75, 76, 77
Risque majeur.....	53
Risque naturel:.....	56, 78, 79, 80, 81, 82, 83
Site.....	24, 30, 31, 32, 33, 39
Site classé:.....	24
Site protégé.....	39
Zone de développement éolien :.....	52
Zone humide.....	15, 21, 36, 41, 48, 53

Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées

Sur le site <https://ressources.histoire-environnement.org/>, vous avez la possibilité de géolocaliser les fonds d'archives via une carte

<https://ressources.histoire-environnement.org/Carte?filtre=ressources>



Géolocalisation des fonds d'archives concernant le Gard

Sites Internet

Archives départementales de l'Aude

<https://archivesdepartementales.aude.fr/>

Archives départementales du Gard

<https://archives.gard.fr>

Archives départementales de l'Hérault

<https://archives-pierresvives.herault.fr/>

Archives départementales de la Lozère

<http://archives.lozere.fr/>

Archives départementales des Pyrénées-Orientales

<https://www.ledepartement66.fr/dossier/lesarchivesdepartementales/>

Association pour l'histoire de protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Site principal

<https://ahpne.fr/>

Inventaire des archives publiques et privées relatives à la protection de la nature et de l'environnement

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>